



FNAC DARTY



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN

2021

**RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL
FNAC DARTY
#2021**

ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN

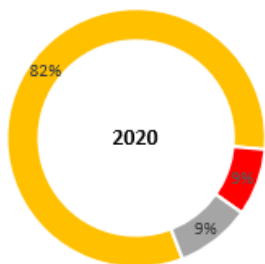
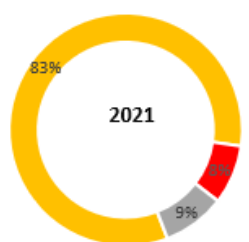
1	1 ^{ER} SEMESTRE 2021 – CHIFFRES CLES	3
2	RAPPORT D'ACTIVITE	6
2.1	Préambule – Définitions	7
2.2	Faits marquants et informations du semestre.....	9
2.3	Commentaires sur l'activité du 1 ^{er} semestre 2021.....	13
2.4	Commentaires sur la structure financière.....	23
2.5	Transactions avec les parties liées	31
2.6	événements postérieurs a la cloture.....	32
2.7	Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	32
2.8	Perspectives.....	33
3	COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES.....	34
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	71
5	DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	74

1 1^{ER} SEMESTRE 2021 – CHIFFRES CLES

	Exercice clos le 30 juin		
<i>(en millions d'euros)</i>	2021	2020	variation
Chiffre d'affaires	3 464,7	2 849,0	21,6%
Marge brute	1 028,8	844,2	21,9%
En % du chiffre d'affaires	29,7%	29,6%	0,1pt
EBITDA (1)	210,4	118,8	77,1%
En % du chiffre d'affaires	6,1%	4,2%	1,9pt
EBITDA (1) hors IFRS 16	85,7	(5,0)	1 814,0%
En % du chiffre d'affaires	2,5%	(0,2%)	2,7pt
Résultat opérationnel courant	34,1	(57,6)	159,2%
En % du chiffre d'affaires	1,0%	(2,0%)	3,0pt
Résultat opérationnel	31,6	(82,5)	138,3%
En % du chiffre d'affaires	0,9%	(2,9%)	3,8pt
Résultat net des activités poursuivies	(2,0)	(79,7)	97,5%
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	0,5	(76,7)	100,7%
Résultat net part du Groupe des activités non poursuivies	16,7	(41,6)	140,1%
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	17,2	(118,3)	114,6%
Investissements opérationnels nets	46,4	49,8	(6,8%)
Cash flow libre opérationnel	(451,2)	(379,9)	(18,8%)
Cash flow libre opérationnel hors IFRS 16	(577,3)	(503,0)	(14,8%)
Capitaux propres	1 409,4	1 270,9	10,9%
dont part du Groupe	1 407,6	1 262,3	11,5%
Endettement financier net hors IFRS 16	454,4	549,1	(17,2%)
Endettement financier net lié à IFRS 16	1 049,6	958,3	9,5%
Endettement financier net	1 504,0	1 507,4	(0,2%)
Effectif moyen	21 663	21 693	(0,1%)

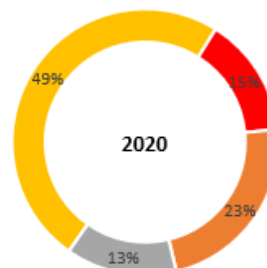
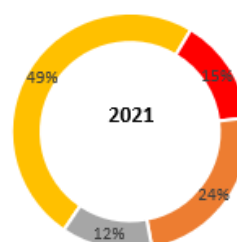
(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions sur actifs opérationnels non courants comptabilisés en résultat opérationnel courant.

Répartition du chiffre d'affaires semestriel par zone géographique



■ France et Suisse ■ Péninsule ibérique ■ Belgique et Luxembourg

Répartition du chiffre d'affaires semestriel par catégorie de produits et services



■ Produits techniques ■ Produits éditoriaux
■ Produits Electroménager ■ Autres Produits et Services

2 RAPPORT D'ACTIVITE

2.1 PREAMBULE – DEFINITIONS

Présentation des comptes

Les présentes informations financières sont préparées sur la base d'une information « publiée » correspondant :

- Pour le 1er semestre 2021, aux comptes consolidés IFRS audités de Fnac Darty de l'exercice clos le 30 Juin 2021 ;
- Pour le 1er semestre 2020, aux comptes consolidés IFRS audités de Fnac Darty de l'exercice clos le 30 Juin 2020.

Définition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires (ou produit des activités ordinaires) « réel » du Groupe correspond à son chiffre d'affaires publié.

Le Groupe utilise, les notions de variation du chiffre d'affaires suivantes :

1- Variation du chiffre d'affaires à taux de change constant :

La variation du chiffre d'affaires à taux de change constant, signifie que l'impact des variations de taux de change a été exclu. L'impact des taux de change est éliminé en recalculant les ventes de l'exercice N-1, sur la base des taux de change utilisés pour l'exercice N.

2- Variation du chiffre d'affaires à périmètre constant :

La variation du chiffre d'affaires à périmètre constant, signifie que l'effet des changements de périmètre est corrigé afin de ne pas tenir compte des modifications (acquisition, cession de filiale). Le chiffre d'affaires des filiales acquises ou cédées depuis le 1^{er} janvier de l'exercice N-1 est ainsi exclu du calcul de la variation.

3- Variation du chiffre d'affaires à magasins constants :

La variation du chiffre d'affaires à magasins constants, signifie que l'effet des ouvertures et des fermetures de magasins en propre a été exclu. Le chiffre d'affaires des magasins ouverts ou fermés depuis le 1^{er} janvier de l'exercice N-1 est ainsi exclu du calcul de la variation.

Définition du résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel total de Fnac Darty inclut l'ensemble des produits et des coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles.

Les « Autres produits et charges opérationnels non courants » regroupent les éléments inhabituels et significatifs à l'échelle de l'ensemble consolidé, de nature à perturber le suivi de la performance économique du Groupe.

En conséquence, pour le suivi des performances opérationnelles du Groupe, Fnac Darty utilise comme solde de gestion majeur le résultat opérationnel courant, défini comme la différence entre le résultat opérationnel total et les « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Le résultat opérationnel courant est un agrégat intermédiaire qui permet de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle de l'entreprise et qui peut servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente. Cet indicateur est présenté de façon constante et stable dans le temps et selon le principe de continuité et de pertinence de l'information financière.

Définition de l'EBITDA

En complément des résultats publiés, le Groupe présente l'indicateur de performance EBITDA qui exclut du résultat opérationnel courant, l'impact des dotations nettes aux amortissements et provisions sur actifs opérationnels immobilisés. Le Groupe considère que cette information aide les investisseurs dans leur analyse de la performance du Groupe. Cet indicateur est par ailleurs utilisé dans le cadre des covenants financiers applicables au titre du Contrat de Crédit. L'EBITDA n'est pas un indicateur prévu par les normes IFRS et ne figure pas dans les comptes consolidés du Groupe. L'EBITDA n'a pas de définition standard et par conséquent, la définition utilisée par le Groupe pourrait ne pas correspondre aux définitions données à ces mêmes termes par d'autres sociétés. Depuis le 1^{er} janvier 2019, le Groupe applique la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée. L'application de cette norme modifie de façon significative l'EBITDA du Groupe.

EBITDA = Résultat opérationnel courant avant dotations nettes aux amortissements et provisions sur actifs opérationnels immobilisés.

Définition du cash-flow libre opérationnel

Le Groupe utilise également un agrégat intermédiaire pour le suivi de sa performance financière dénommé le cash-flow libre opérationnel. Cet indicateur financier correspond aux flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux flux des investissements opérationnels bruts (définis comme les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles et la variation des dettes des

fournisseurs d'immobilisations). Depuis le 1^{er} janvier 2019, le Groupe applique la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée. L'application de cette norme modifie de façon significative le cash-flow libre opérationnel du Groupe.

Cash-flow libre opérationnel = Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles moins les investissements opérationnels nets.

Définition de l'endettement financier net

L'endettement financier net est constitué de l'endettement financier brut incluant et les intérêts courus non échus tels que définis par la recommandation du Conseil national de la comptabilité n°2013-03 au 7 Novembre 2013, diminué de la trésorerie brute et des équivalents trésorerie. Depuis le 1^{er} janvier 2019, le Groupe applique la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée. L'application de cette norme modifie de façon significative l'endettement financier net du Groupe.

Application de la norme IFRS 16

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location ». La norme IFRS 16 remplace la norme IAS 17 et ses interprétations. Cette norme, entrée en vigueur pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2019, impose la comptabilisation d'un actif (le droit d'utilisation) et d'un passif (dette de loyers) calculé sur la base des loyers inévitables actualisés.

Le Groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1er janvier 2019. Afin d'assurer la transition entre la norme IAS 17 et la norme IFRS 16, l'ensemble des contrats de location et l'ensemble des contrats de prestation rentrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 ont été analysés.

Pour le suivi de sa performance financière, le Groupe publie des indicateurs qui excluent l'application de la norme IFRS 16. Ces indicateurs sont l'EBITDA hors IFRS 16, le cash-flow libre opérationnel hors IFRS 16, ainsi que l'endettement financier net hors IFRS 16.

Avec l'application de la norme IFRS 16	Retraitement IFRS 16	Sans l'application de la norme IFRS 16
EBITDA Résultat opérationnel courant avant dotations nettes aux amortissements et provisions sur actifs opérationnels immobilisés	Loyers entrant dans le champ d'application d'IFRS 16	EBITDA hors IFRS 16 EBITDA incluant les charges de loyers entrant dans le champ d'application d'IFRS 16
Cash-Flow Libre opérationnel Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles moins les investissements opérationnels nets	Décaissement des loyers entrant dans le champ d'application d'IFRS 16	Cash-Flow Libre opérationnel hors IFRS 16 Cash-flow libre opérationnel incluant les impacts relatifs aux loyers entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16
Trésorerie nette Trésorerie brute et équivalents de trésorerie moins dette financière brute	Dette locative	Trésorerie nette hors IFRS 16 Trésorerie nette hors dette locative
Endettement financier net Dette financière brute moins la trésorerie brute et équivalents de trésorerie	Dette locative	Endettement financier net hors IFRS 16 Endettement financier net minoré de la dette locative
Résultat financier	Intérêts financiers sur la dette locative	Résultat financier hors Intérêts financiers sur la dette locative

Arrondis

Les tableaux suivants comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous totaux affichés.

2.2 FAITS MARQUANTS ET INFORMATIONS DU SEMESTRE

Fnac Darty enregistre un **chiffre d'affaires** de 3 465M€ au 1^{er} semestre 2021, en progression de +21,6% en données publiées et de +21,3% en données comparables^{Erreur ! Signet non défini.} par rapport au 1^{er} semestre 2020 portée à la fois par une hausse des volumes et du panier moyen. Cette solide croissance repose sur la poursuite de la croissance des ventes en ligne à +7,1%^{Erreur ! Signet non défini.}, malgré un effet de base de comparaison très élevé l'année dernière pendant le 1^{er} confinement, et sur la solide dynamique enregistrée en magasins de +27,8%^{Erreur ! Signet non défini.}, malgré des conditions d'exploitation encore pénalisées par la poursuite des restrictions sanitaires sur le semestre. Ainsi, en France, après la fermeture des centres commerciaux et commerces de plus de 20 000 m² puis de plus de 10 000 m² et l'instauration d'un couvre-feu en début d'année, un troisième confinement national a été mis en place du 3 avril au 18 mai inclus, entraînant la fermeture de plusieurs magasins du Groupe. En Belgique, le Gouvernement a, quant à lui, imposé un confinement strict du 27 mars au 11 mai inclus, entraînant la fermeture des commerces non essentiels, sans impact majeur pour les enseignes du Groupe. En Suisse, les magasins ont été fermés pendant un mois et demi à compter du 18 janvier. Enfin, en Péninsule Ibérique, des confinements régionaux ont été imposés avec le maintien des limitations de trafic, des restrictions horaires dans certains magasins et des fermetures pour les magasins des centres commerciaux.

La **marge brute**, sur le semestre, atteint 1 029M€ d'euros, en croissance par rapport au 1^{er} semestre 2020. Le taux de marge brute reste à un niveau élevé à 29,7%, en hausse de +10bps par rapport à l'année dernière, et de +65bps hors impact de la billetterie et de la franchise. Ainsi, la baisse des ventes de la billetterie au 1^{er} semestre 2021 engendrée par les mesures gouvernementales imposées à l'industrie du spectacle en comparaison avec un début d'année 2020 non impacté par ces mesures, ainsi que le recul de l'activité de Nature & Découvertes lié à la fermeture des magasins de l'enseigne pendant plusieurs semaines ont impacté négativement le taux de marge brute du Groupe sur le semestre. Par ailleurs, la forte activité de la franchise à +63% sur le semestre a également eu un impact technique dilutif sur la marge brute. Ces effets ont été plus que compensés par un mix produits plus favorable et par une bonne performance des services dans un contexte où moins de magasins ont été fermés par rapport au premier semestre 2020.

La bonne maîtrise des **coûts opérationnels** au cours du semestre permet au Groupe d'afficher une baisse significative des coûts exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires de 300 points de base à 28,7%, malgré une légère hausse des coûts logistiques de près de 3M€, engendrée par davantage de livraisons à domicile réalisées sur la période, en lien avec la hausse des ventes en ligne.

L'**EBITDA** s'établit à 210M€, dont 125M€ liés à l'application de la norme IFRS 16, en hausse de +92M€ par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Le **résultat opérationnel courant** s'élève à 34M€ au 1^{er} semestre 2021, en hausse de 92M€ par rapport au 1^{er} semestre 2020. Le résultat opérationnel courant du semestre est également supérieur à celui du 1^{er} semestre 2019 qui était de 32M€, à périmètre comparable¹, et ce malgré la billetterie et l'activité en Péninsule Ibérique encore très impactées par la crise. Le taux de marge opérationnelle courante du 1^{er} semestre 2021 est en ligne avec celui du 1^{er} semestre 2019, à périmètre comparable¹.

Après prise en compte des éléments non récurrents, des frais financiers de 25M€ et d'une charge d'impôt de 9M€, le **résultat net part du Groupe des activités poursuivies** du 1^{er} semestre 2021 affiche une croissance de +77M€ à 0,5M€ au 1^{er} semestre 2021. Le résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé est en croissance de +136M€ par rapport au 1^{er} semestre 2020 à 17M€.

Le **cash-flow libre opérationnel**, hors IFRS 16, s'établit à -577M€ au 1^{er} semestre 2021, en retrait sur un an lié principalement à la variation défavorable du besoin en fonds de roulement engendrée notamment par la nécessaire reconstitution des stocks suite à la forte dynamique des ventes au cours du dernier trimestre 2020 qui s'est poursuivie au 1^{er} semestre 2021, et l'anticipation d'achats de marchandises dans un contexte de pénurie de certains composants essentiels à la fabrication de produits vendus par le Groupe. A fin juin 2021, le niveau de stocks du Groupe est globalement en ligne avec celui de fin juin 2019.

¹ Incluant Nature & Découvertes en année pleine et hors BCC.

DÉPLOIEMENT DES AMBITIONS DU PLAN STRATÉGIQUE EVERYDAY

Le 23 février dernier, Fnac Darty a dévoilé son plan stratégique Everyday avec l'ambition d'être, au quotidien et dans la durée, l'allié incontournable des consommateurs pour les accompagner dans une consommation durable et dans les usages quotidiens de leur foyer.

La mise en œuvre d'Everyday repose sur 3 ambitions, à horizon 2025 :

- Incarner les nouveaux standards du *retail* omnicanal gagnant de demain, à la fois digitalisé et humain ;
- Accompagner les consommateurs dans l'adoption de comportements durables ;
- Déployer le service de référence d'assistance du foyer par abonnement.

Incarner les nouveaux standards du retail omnicanal gagnant de demain, à la fois digitalisé et humain

Au cours du semestre, Fnac Darty a initié le déploiement de ces ambitions en poursuivant tout d'abord le renforcement de la **plateforme omnicanale** et de **l'offre de produits** du Groupe.

Les activités e-commerce représentent près de 28% du chiffre d'affaires du Groupe et affichent une croissance ce semestre à +7% malgré un effet de base de comparaison très élevé et une intensité concurrentielle plus forte. La dynamique de gain de nouveaux clients web s'est poursuivie sur le semestre avec plus de 2 millions de nouveaux clients actifs web conquis sur la période. Pour rappel, le Groupe ambitionne d'atteindre, à horizon 2025, au moins 30% du chiffre d'affaires du Groupe sur le web.

Le Groupe démontre ainsi la complémentarité de ses magasins et de ses plateformes digitales et la pertinence de son modèle omnicanal. A ce titre, que ce soit pour l'enseigne Darty ou Fnac en France, la part des clients qui ont été actifs² à la fois sur les deux canaux, web et magasins, est en progression de +4 points sur un an à fin juin 2021. De plus, la part des clients ayant été actifs² dans les deux enseignes Fnac et Darty s'élève à près de 35%, en progression de +4 points sur un an. Au global, le volume de clients actifs² à fin juin 2021 est en progression de +7% sur un an.

Afin d'accompagner le comportement d'achat des consommateurs tourné de plus en plus vers le digital et dans sa logique d'amélioration en continu de l'expérience client, le Groupe a conclu un partenariat avec la start-up française Glaze pour mettre en place un nouvel outil web merchandising permettant de mieux informer les clients et de mieux les guider dans leurs actes d'achat en simplifiant l'accès à des suggestions additionnelles en lien avec le produit sélectionné directement visibles sur les pages des sites Fnac.com et Darty.com. Ainsi, en sus des *liveshopping*, *livestreaming* et de la visio vendeur déployée par le Groupe dans les deux enseignes au cours du semestre pour apporter l'expertise de nos 12 000 vendeurs sur les plateformes e-commerce, ce nouvel outil agit en faveur d'une expérience web toujours plus immersive et efficace et permet de transposer le bénéfice du conseil en magasin dans la sphère digitale. Le Groupe a également renforcé son offre de contenu streaming via un partenariat avec BrutX donnant ainsi la possibilité aux clients Fnac Darty de découvrir gratuitement le streaming nouvelle génération et innovant proposé par Brut. Enfin, le Groupe a continué de simplifier son parcours clients en lançant le service click & collect assuré par un vendeur dans tous les magasins Darty intégrés et en test dans quelques magasins intégrés Fnac avec un objectif de déploiement à l'ensemble des magasins dans les prochains mois.

Par ailleurs, la dynamique de click & collect est restée soutenue grâce au maillage territorial dense du Groupe. Fnac Darty a ainsi poursuivi son rythme d'expansion au cours du semestre avec l'ouverture de 18 nouveaux magasins, dont 15 franchises. Le parc compte désormais 923 magasins, dont 359 franchises à fin juin. Enfin, la phase de test initiée fin 2020 pour le déploiement de 4 shop-in-shops Fnac au sein de magasins Manor en Suisse, a confirmé la faisabilité opérationnelle et la pertinence d'une mise en œuvre à plus grande échelle, créatrice de valeur pour les clients des deux enseignes. Par conséquent, un accord de partenariat a récemment été conclu avec, au total, le déploiement de 27 shop-in-shops Fnac au sein de Manor d'ici le premier semestre 2022, permettant de renforcer significativement la présence de la marque Fnac dans l'ensemble des régions de la Suisse. Avec ce partenariat, Fnac Darty vise un chiffre d'affaires additionnel d'au moins 100M€ en année pleine, sans impact significatif sur l'objectif de cash-flow libre³ du Groupe attendu à environ 500M€ sur la période 2021-2023, en dépit des investissements liés au déploiement du partenariat.

En parallèle, la diversification de l'offre produits s'est renforcée ce semestre avec une nouvelle croissance à deux chiffres des segments Mobilité Urbaine, Maison & Design et Jeux & Jouets. A ce titre, Fnac Darty a continué de renforcer son offre de mobilité urbaine en signant un partenariat avec la startup française ZEWAY, pour distribuer en magasins et sur les plateformes e-commerce du Groupe, swapperOne, le premier scooter à batterie rechargeable en 50 secondes grâce à un échange de batterie dans des stations partout à Paris et sa proche banlieue. De plus, le déploiement de son offre Darty Cuisine s'est également poursuivi au cours du semestre avec l'ouverture de 11 nouveaux espaces de vente, 4 en propre et 7 sous le format franchise. A fin juin 2021, le Groupe dispose ainsi de plus de 180 points de ventes Cuisine, dont 19 magasins exclusivement dédiés à cette offre.

² Clients ayant réalisé au moins 2 achats sur les 12 derniers mois glissants.

³ Hors IFRS 16.

Accompagner les consommateurs dans l'adoption de comportements durables

Le Groupe a également continué ses actions autour de **l'allongement de la durée de vie des produits**. L'intégration de WeFix s'est poursuivie, malgré les conditions opérationnelles difficiles imposées par la poursuite des restrictions sanitaires, avec l'ouverture de 16 nouveaux points de vente, ce qui porte le nombre total de points de vente à plus de 130 à fin juin 2021. A noter que les activités de vente de produits reconditionnés et d'accessoires ont progressé dans un contexte où le trafic en magasins a été pénalisé par la crise actuelle. Par ailleurs, WeFix a continué à déployer la solution de protection d'écran X-Force, élue produit de l'année 2021⁴ et a poursuivi son partenariat avec Bouygues Telecom afin d'assurer la réparation des téléphones de ses abonnés. Enfin, l'enseigne s'est associée à OPPO, marque leader sur le marché des smartphones et des objets connectés, pour devenir réparateur autorisé OPPO, lui permettant ainsi de disposer d'un accès aux pièces détachées officielles de la marque. En parallèle, le Groupe poursuit son plan de recrutement de 500 techniciens comme prévu et la formation de ses futurs collaborateurs dédiés à la réparation d'appareils électroménagers à domicile au travers de l'ouverture de 7 classes de formation dans plusieurs villes de France et ambitionne d'atteindre 13 classes ouvertes d'ici fin 2021. Ces différents développements renforcent l'engagement du Groupe en faveur d'une consommation plus responsable et contribuent à l'objectif de 2,5 millions de produits réparés par an à horizon 2025 (soit +50% par rapport à 2019).

Soucieux d'agir sur tous les piliers de l'économie circulaire, le Groupe œuvre également pour faciliter le réemploi des produits et a lancé ce semestre un service de reprise des Playstation 4, permettant aux clients ou non de la Fnac de déposer leurs anciennes consoles et leurs manettes, encore fonctionnelles. De plus, en tant que leader de la distribution de produits culturels, la Fnac a étendu son partenariat avec la start-up française La Bourse aux Livres pour proposer, dans tous les magasins Fnac en France, un service rapide et efficace de reprises de livres afin de leur donner une seconde vie. Ces services de reprise viennent enrichir l'offre de seconde vie du Groupe dont l'ambition est d'intégrer 100 % des produits neufs « non vendables » dans une filière de Seconde Vie d'ici 2025.

Enfin, en complément de l'accent mis sur l'allongement de la durée de vie des produits, le groupe poursuit ses actions dans les autres domaines liés à la responsabilité sociale et environnementale. A ce titre, Fnac Darty a réaffirmé son engagement pour le climat en rejoignant récemment l'initiative Ambition 4 Climate qui illustre l'engagement concret des grandes entreprises dans la lutte contre le changement climatique en présentant des projets variés de réduction de l'empreinte carbone. Le Groupe y décrit sa politique d'achat d'énergie renouvelable, un de ses axes prioritaires pour atteindre son objectif de réduction de 50% de ses émissions de CO₂ d'ici 2030⁵. Et, pour la troisième fois consécutive, Nature & Découvertes a obtenu la certification B Corp, témoignant de son engagement continu auprès de ses clients pour les accompagner dans un mode de vie durable.

Déployer le service de référence d'assistance du foyer par abonnement

Fnac Darty accélère dans les **services** en étendant son offre unique de service de réparation par abonnement, Darty Max, à de nouvelles catégories de produits : le petit électroménager, la TV home cinéma, le Son, la Photo et le Multimédia⁶. Ainsi, 3 offres distinctes, Darty Max Essentiel à 9,99€ TTC par mois, Darty Max Evolution à 14,99€ TTC par mois et Darty Max Intégral à 19,99€ TTC par mois sont désormais proposées aux clients. Ces offres complémentaires visent à mieux répondre aux attentes des clients en matière de réparation et permettent de couvrir tout l'univers de la maison, avec pour ambition d'atteindre au moins 2 millions d'abonnés Darty Max à horizon 2025.

	 Darty MAX Prix TTC	Essentiel 9,99€/mois	Évolution 14,99€/mois	Intégral 19,99€/mois
Gros électroménager		●	●	●
Petit électroménager			●	●
TV, Son			●	●
Photo				●
Multimédia				●

⁴ Étude et test réalisés sur XFORCE Antibactérien par Nielsen/treetz sur un total de plus de 15 000 consommateurs en France, fin 2020 - poyfrance.com.

⁵ Par rapport au niveau de 2019.

⁶ La quasi-totalité des produits couverts par des extensions de garantie sont éligibles à Darty Max. Les smartphones, mais aussi les drones, les produits de mobilité urbaine, les consoles de jeu, les montres et bracelets connectés, les cadres photos numérique, les liseuses, les disques durs réseaux, NAS, les imprimantes 3D, les casque VR, les appareils photos argentiques, les baladeurs radios, les baladeurs minidisc, les baladeur CD, ne sont pas pris en compte par Darty Max.

Le Groupe s'appuiera également sur des partenariats BtoB pour atteindre cet objectif. Ainsi, au cours du semestre, un premier accord de distribution a été conclu avec Sofinco, filiale spécialisée en crédit à la consommation de Crédit Agricole S.A, permettant de déployer à plus grande échelle Darty Max en s'appuyant sur l'expertise et la base clients du spécialiste. Cet accord s'accompagne également du déploiement d'une offre commune d'accès privilégié aux produits et services durables, à travers une offre de crédit allant même jusqu'au crédit gratuit sur les produits labellisés "Le choix durable".

Au travers du déploiement de Darty Max, le Groupe confirme sa position de leader des solutions de services d'assistance du foyer, et renforce son engagement en faveur de l'allongement de la durée de vie des produits, tout en fortifiant une relation de confiance avec ses clients en les accompagnant dans une démarche durable de réparation de leurs appareils.

2.3 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DU 1^{ER} SEMESTRE 2021

2.3.1 Analyse des performances opérationnelles du Groupe

Les principaux indicateurs financiers de Fnac Darty pour le 1^{er} semestre 2021 sont présentés ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 30 juin		
	2021	2020	variation
Chiffre d'affaires	3 464,7	2 849,0	21,6%
Marge brute	1 028,8	844,2	21,9%
En % du chiffre d'affaires	29,7%	29,6%	0,1pt
EBITDA (1)	210,4	118,8	77,1%
En % du chiffre d'affaires	6,1%	4,2%	1,9pt
EBITDA (1) hors IFRS 16	85,7	(5,0)	1 814,0%
En % du chiffre d'affaires	2,5%	(0,2%)	2,7pt
Résultat opérationnel courant	34,1	(57,6)	159,2%
En % du chiffre d'affaires	1,0%	(2,0%)	3,0pt
Résultat opérationnel	31,6	(82,5)	138,3%
En % du chiffre d'affaires	0,9%	(2,9%)	3,8pt
Résultat net des activités poursuivies	(2,0)	(79,7)	97,5%
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	0,5	(76,7)	100,7%
Résultat net part du Groupe des activités non poursuivies	16,7	(41,6)	140,1%
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	17,2	(118,3)	114,6%
Investissements opérationnels nets	46,4	49,8	(6,8%)
Cash flow libre opérationnel	(451,2)	(379,9)	(18,8%)
Cash flow libre opérationnel hors IFRS 16	(577,3)	(503,0)	(14,8%)
Capitaux propres	1 409,4	1 270,9	10,9%
dont part du Groupe	1 407,6	1 262,3	11,5%
Endettement financier net hors IFRS 16	454,4	549,1	(17,2%)
Endettement financier net lié à IFRS 16	1 049,6	958,3	9,5%
Endettement financier net	1 504,0	1 507,4	(0,2%)
Effectif moyen	21 663	21 693	(0,1%)

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions sur actifs opérationnels non courants comptabilisés en résultat opérationnel courant.

Au 1^{er} semestre, la performance du Groupe est traditionnellement affectée par le caractère saisonnier de l'activité, dont la majeure partie du résultat et du cash-flow libre opérationnel est enregistrée au cours du second semestre.

2.3.1.1 Chiffre d'affaires

Exercice clos le 30 juin								
	2021		2020					
Segment	(en millions d'euros)	(en % du total)	(en millions d'euros)	(en % du total)	Variation à taux courant	Variation à périmètre comparable	Variation à taux de change et périmètre constants	Variation à taux de change, périmètre et magasins constants
France et Suisse	2 878,4	83,1%	2 342,7	82,2%	22,9%	22,9%	22,9%	22,6%
Péninsule ibérique	285,3	8,2%	239,5	8,4%	19,1%	19,1%	19,1%	18,2%
Belgique et Luxembourg	301,0	8,7%	266,8	9,4%	12,8%	12,8%	12,8%	12,6%
Total	3 464,7	100,0%	2 849,0	100,0%	21,6%	21,6%	21,7%	21,3%

Le chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies du 1^{er} semestre 2021 s'élève à 3 464,7 millions d'euros, en hausse de 21,6% en données publiées par rapport au 1^{er} semestre 2020. À taux de change et nombre de magasins constants, le chiffre d'affaires est quant à lui en hausse de 21,3%.

L'ensemble des catégories de produits techniques est en hausse, portées notamment par les segments liés au télétravail, la télévision et la téléphonie.

La forte croissance des ventes d'électroménager s'est poursuivie sur le semestre. Les ventes des départements cuisson encastrable, machines à laver, réfrigérateurs et aspirateurs profitent particulièrement de cette hausse d'activité.

Les produits éditoriaux affichent également une solide dynamique portée par les livres, le gaming et l'audio alors que la vidéo enregistre un repli.

Les autres produits et services sont en nette croissance grâce à la hausse des services, également fortement impactés par la fermeture des magasins au 1^{er} semestre 2020, ainsi qu'au développement des secteurs Maison & Design, Mobilité urbaine et Jeux Jouets. Cette croissance est néanmoins partiellement compensée par la poursuite de la baisse de l'activité de billetterie ainsi que par le ralentissement de l'activité chez Nature & Découvertes qui a été plus longuement touchée par les fermetures de magasins au S1 2021 vs S1 2020.

Les activités internet continuent de progresser sur le semestre mais reviennent à un niveau plus normatif, du fait notamment de la très forte progression des ventes pendant les semaines de confinement l'année dernière, s'élevant à 961,1 millions d'euros et représentant ainsi 27,7% des ventes du Groupe au premier semestre 2021, en baisse de 3,8 points par rapport au premier semestre précédent.

La densification du réseau magasins se poursuit avec l'ouverture de 18 nouveaux magasins (2 Fnac, 13 Darty, 3 Nature & Découvertes) : 3 intégrés (2 en France et 1 en Espagne) et 15 en franchise (4 Traditionnel et 9 Proximité en France Métropolitaine et 2 Nature & Découvertes dans les DOM TOM). A fin juin 2021, le Groupe compte 923 magasins, dont 359 magasins franchisés.

2.3.1.2 Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de Fnac Darty au 1^{er} semestre 2021 s'élève à 34,1 millions d'euros, en comparaison à -57,6 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2020, soit une hausse de 91,6 millions d'euros. La marge brute est en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2020 avec une croissance du chiffre d'affaires ainsi qu'un taux de marge qui s'apprécie, porté par la hausse des services (dont un effet Darty Max positif) et l'amélioration du mix canal/produit, partiellement compensé par l'impact dilutif de la croissance de la franchise, par le recul de l'activité de Nature & Découvertes et la poursuite de la baisse d'activité de la billetterie. L'augmentation des coûts opérationnels est principalement liée à la hausse des charges de personnel, en raison notamment d'un historique plus bas au 1^{er} semestre 2020, qui résultait notamment de la fermeture des magasins et d'un recours au chômage partiel plus important. Néanmoins ces coûts, exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, sont en forte baisse de 300 points de base à 28,7 %.

Exercice clos le 30 Juin			
	2021	2020	
Segment	(en millions d'euros)	(en millions d'euros)	Variation
France et Suisse	32,7	(45,6)	171,7%
Péninsule ibérique	(4,2)	(12,7)	66,9%
Belgique et Luxembourg	5,6	0,7	700,0%
Résultat opérationnel courant	34,1	(57,6)	159,2%

2.3.1.3 EBITDA

Exercice clos le 30 Juin					
	2021		2020		
	(en millions d'euros)	(en % du chiffre d'affaires)	(en millions d'euros)	(en % du chiffre d'affaires)	Variation
Résultat opérationnel courant	34,1	1,0%	(57,6)	(2,0%)	159,2%
Dotations nettes aux amortissements (1)	176,3	5,1%	176,4	6,2%	(0,1%)
EBITDA	210,4	6,1%	118,8	4,2%	77,1%
Impact IFRS 16 sur l'EBITDA	124,7	3,6%	123,8	4,3%	0,7%
EBITDA hors IFRS 16	85,7	2,5%	(5,0)	(0,2%)	1 814,0%

(1) Les dotations nettes aux amortissements correspondent aux dotations nettes aux amortissements et aux provisions sur actifs opérationnels non courants comptabilisés en résultat opérationnel courant.

L'EBITDA du 1^{er} semestre 2021 s'établit à 210,4 millions d'euros, soit une hausse de 91,6 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Pour la définition de l'EBITDA se référer à la note 2.1.

L'impact de l'application de la norme IFRS 16 sur l'EBITDA est de 124,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021, contre 123,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020.

Sans l'impact de l'application de la norme IFRS 16, l'EBITDA du 1^{er} semestre 2021 est de 85,7 millions d'euros, soit une hausse de 90,7 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020.

2.3.1.4 Autres produits et charges opérationnels non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 30 juin	
	2021	2020
Dépréciation de la marque Darty	0,0	(14,2)
Coûts incrémentaux de la crise sanitaire	0,0	(5,8)
Coûts liés à la restructuration Fnac Darty	0,0	(0,6)
Coûts liés à l'acquisition de nouvelles activités	0,0	0,0
Autres charges de restructuration	(0,2)	(1,8)
Prime exceptionnelle pour le pouvoir d'achat	0,0	0,0
Autres produits et charges non courants nets	(2,3)	(2,5)
Total	(2,5)	(24,9)

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe regroupent les éléments inhabituels et significatifs de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique du Groupe.

Au 1^{er} semestre 2021, ils constituent une charge nette de 2,5 millions d'euros et incluent :

- 0,2 million d'euros de charges de restructuration liées à des plans d'adaptation d'effectifs et de structure en France et à l'international,
- Une charge nette de 2,3 millions d'euros liée à divers litiges non courants.

Au 1^{er} semestre 2020, ils constituaient une charge nette de 24,9 millions d'euros et incluaient :

- Suite à la crise sanitaire survenue lors du 1^{er} semestre 2020 et des indices de pertes de valeur constatées, le Groupe a procédé à des tests de dépréciation qui ont abouti à une dépréciation de la marque Darty pour 14,2 millions d'euros. Pour rappel la marque Darty avait été valorisée à 301,7 millions d'euros en 2016 lors de l'acquisition de Darty. Suite à cette dépréciation, la valeur nette de la marque Darty dans les comptes du Groupe est de 287,5 millions d'euros,
- Fnac Darty a pris acte des positions de l'ESMA et de l'AMF et a décidé de ne pas présenter l'intégralité du coût de la crise sanitaire en résultat non courant. Ainsi au 1^{er} semestre 2020 le Groupe présentait en résultat non courant uniquement les coûts exceptionnels incrémentaux et directement induits par la crise sanitaire. Ces coûts correspondaient à la mise en place des barrières sanitaires dans les magasins, ainsi que l'ensemble des primes exceptionnelles versées au personnel ayant travaillé pendant la période de confinement dans les entrepôts du Groupe pour assurer la livraison des commandes internet. L'ensemble de ces coûts représentait un montant de 5,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020,
- 0,6 million d'euros de charges de restructuration liées à la mise en œuvre de la réorganisation du Groupe,
- 1,8 million d'euros de charges de restructuration liées à des plans d'adaptation d'effectifs et de structure en France et à l'international,
- Les autres produits et charges non courants nets représentaient une charge de 2,5 millions d'euros liée à divers litiges non courants.

2.3.1.5 Charges financières nettes

Au 1^{er} semestre 2021, la charge financière nette du Groupe s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 30 juin	
	2021	2020
Coûts liés à l'endettement financier net du Groupe	(13,1)	(13,5)
Intérêts sur dettes de loyers	(10,5)	(10,8)
Coût du crédit à la consommation	(0,8)	(1,3)
Autres produits et charges financiers	(0,0)	2,6
Charges financières nettes	(24,5)	(22,9)

Au 1^{er} semestre 2021, le résultat financier est constitué d'une charge nette de 24,5 millions d'euros contre une charge nette de 22,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020.

Sur les six premiers mois de 2021 et 2020, les coûts liés à l'endettement financier net du Groupe sont principalement composés des intérêts financiers de l'emprunt obligataire de 650 millions d'euros et de la ligne de crédit à moyen terme de 200 millions d'euros remboursée en mars 2021, ainsi que des intérêts financiers de l'emprunt auprès de la Banque Européenne d'Investissement d'un montant de 100 millions d'euros, et des intérêts financiers et de la charge actuarielle de l'OCEANE que le Groupe a émise au mois de mars 2021 pour un montant de 200 millions d'euros. Ces coûts incluent également l'étalement des coûts de mise en place de l'endettement financier du Groupe.

Au 1^{er} semestre 2021, les intérêts sur dettes de loyers liés à l'application d'IFRS 16 représentent un montant de 10,5 millions d'euros. Cette charge est en diminution de 0,3 million d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Le coût du crédit à la consommation représente une charge de 0,8 million d'euros au 1^{er} semestre 2021, contre une charge de 1,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2020.

Les autres produits et charges financiers incluent les impacts financiers liés aux avantages post emploi du personnel et la mise à la juste valeur par le résultat des actifs financiers du Groupe représenté principalement par l'actif financier Daphni Purple.

2.3.1.6 Impôt sur le résultat

Pour les premiers semestres 2021 et 2020, la charge d'impôt du Groupe s'articule comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 30 juin	
	2021	2020
Résultat avant impôt	7,1	(105,4)
Charge d'impôt exigible	(4,6)	54,9
Charge d'impôt exigible liée à la CVAE	(6,1)	(9,4)
Produit / (Charge) d'impôt différé	1,6	(19,8)
Charge totale d'impôt	(9,1)	25,7
Taux d'impôt total semestriel	128%	24%

Au 1^{er} semestre, les charges d'impôt exigible et différé sont calculées à partir du taux effectif d'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal.

L'impôt exigible et différé sur le résultat a été évalué sur une base annuelle. L'utilisation d'un taux moyen effectif attendu permet notamment de refléter la combinaison des structures de taux d'impôt progressifs qui seraient applicables au résultat de l'exercice, y compris les modifications des taux d'impôt votées ou quasi votées devant prendre effet un peu plus tard dans l'exercice, pour chaque sous-ensemble fiscal.

Le taux effectif d'impôt total semestriel du Groupe résulte de l'application du taux effectif d'impôt attendu pour 2021 de chaque sous-ensemble fiscal. Son niveau semestriel est dépendant du poids du résultat de chaque sous-ensemble fiscal dans le résultat avant impôt semestriel du Groupe et n'est pas représentatif du taux d'impôt total annuel attendu. La lecture du taux semestriel d'impôt par sous-ensemble fiscal est plus représentative du taux d'impôt annuel 2021 attendu :

	Groupe	France	<i>dont</i>	
			Filiales internationales imposables sur l'année 2021	Filiales internationales non imposables sur l'année 2021
Taux d'impôt total semestriel	128%	49%	34%	1%
<i>Dont Taux CVAE</i>		39%	0%	0%
Taux effectif d'impôt récurrent hors CVAE		31%	34%	1%

Compte tenu du niveau de résultat avant impôt négatif au 1^{er} semestre 2020, l'application du taux effectif d'impôt s'était traduite par un crédit d'impôt.

2.3.1.7 Résultat net part du Groupe

Pour le 1^{er} semestre 2021, le résultat net part du Groupe des activités poursuivies de Fnac Darty s'élève à 0,5 million d'euros, en hausse par rapport à la même période de l'exercice précédent où il s'élevait à -76,7 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé de Fnac Darty s'élève à 17,2 millions d'euros, contre -118,3 millions d'euros pour la même période de l'exercice précédent.

2.3.1.8 Résultat des activités non poursuivies

Une activité non poursuivie, cédée ou en vue d'être cédée est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie identifiables du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Sur l'ensemble des périodes publiées, le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « Activités non poursuivies », et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie.

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 30 juin	
	2021	2020
Produits des activités ordinaires	0,0	231,2
Coût des ventes	0,0	(177,2)
Marge brute	0,0	54,0
Charges de personnel	0,0	(27,2)
Autres produits et charges opérationnels courants	0,0	(21,7)
Résultat opérationnel courant	0,0	5,1
Autres produits et charges opérationnels non courants	(0,1)	(44,9)
Résultat opérationnel	(0,1)	(39,8)
Charges financières (nettes)	0,0	(1,8)
Résultat avant impôt	(0,1)	(41,6)
Impôt sur le résultat	16,8	0,0
Résultat net	16,7	(41,6)

Le résultat net des activités non poursuivies s'élève à 16,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021, contre -41,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020. Au 1^{er} semestre 2021, ce résultat est principalement lié à un ajustement en 2021 du traitement fiscal de la cession de la filiale néerlandaise BCC en 2020. Au 1^{er} semestre 2020, les montants correspondaient principalement à l'estimation des coûts de désengagements de la filiale néerlandaise BCC et en particulier la dépréciation intégrale des comptes courants de BCC. La filiale BCC a été cédée le 25 novembre 2020.

2.3.1.9 Résultat net par action

Au 1^{er} semestre 2021, le nombre moyen pondéré d'actions Fnac Darty s'élève à 26 630 693 actions. Le nombre moyen pondéré d'actions auto détenues au 1^{er} semestre 2021 s'élève à 68 952 actions, ainsi, le nombre moyen pondéré d'actions Fnac Darty utilisé pour le calcul du résultat net par action s'élève à 26 561 741 actions.

Au 1^{er} semestre 2021, le résultat net par action part du Groupe s'établit à 0,65 euro. Au 1^{er} semestre de l'exercice précédent il s'élevait à -4,47 euros.

2.3.2 Analyse des performances opérationnelles par secteur opérationnel

2.3.2.1 Segment France et Suisse

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 Juin		
	2021	2020	Variation
Chiffre d'affaires	2 878,4	2 342,7	22,9%
Résultat opérationnel courant	32,7	(45,6)	171,7%
Taux de rentabilité opérationnelle	1,1%	(1,9%)	3,1pt

Chiffre d'affaires du segment France et Suisse

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment France et Suisse au 1^{er} semestre 2021 s'est élevé à 2 878,4 millions d'euros contre 2 342,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2020, soit une hausse de 22,9%. Le chiffre d'affaires à taux de change et nombre de magasins constants est également en hausse de 22,6%.

La répartition du chiffre d'affaires par catégorie de produits est détaillée dans la note 4 « secteurs opérationnels » des annexes aux comptes consolidés du présent rapport financier semestriel.

L'ensemble des catégories de produits techniques est en hausse, portées notamment par les segments liés au télétravail, la télévision et la téléphonie.

La forte croissance des ventes d'électroménager s'est poursuivie sur le semestre. Les ventes des départements cuisson encastrable, machines à laver, réfrigérateurs et aspirateurs profitent particulièrement de cette hausse d'activité.

Les produits éditoriaux affichent également une solide dynamique portée par les livres, le gaming et l'audio alors que la vidéo enregistre un repli.

Les autres produits et services sont en nette croissance grâce à la hausse des services, également fortement impactés par la fermeture des magasins au 1^{er} semestre 2020, ainsi qu'au développement des secteurs Maison & Design, Mobilité urbaine et Jeux Jouets. Cette croissance est néanmoins partiellement compensée par la poursuite de la baisse de l'activité de billetterie ainsi que par le ralentissement de l'activité chez Nature & Découvertes qui a été plus longuement touchée par les fermetures de magasins au S1 2021 vs S1 2020.

Les activités internet restent en croissance sur le semestre mais reviennent à un niveau plus normatif, du fait notamment de la très forte progression des ventes pendant les semaines de confinement l'année dernière, s'élevant à 792,5 millions d'euros et représentant ainsi 27,5% des ventes du segment France et Suisse au premier semestre 2021, en baisse de 3,7 points par rapport au premier semestre précédent.

Résultat opérationnel courant du segment France et Suisse

Le résultat opérationnel courant du segment France et Suisse s'élève à 32,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2021 contre -45,6 millions au 1^{er} semestre 2020. Cette progression est principalement du fait d'un volume de ventes en nette hausse, grâce à de belles performances sur janvier et février malgré le contexte sanitaire dégradé (arrêt de la Billetterie, couvre-feu et fermetures de magasins dans les grands centres commerciaux en France, restrictions et confinement en Suisse) et un historique très dégradé aux mois de mars/avril (crise Covid Vague 1 en 2020 où la majorité des pays ont vu la totalité de leurs magasins fermés à la mi-mars). A noter aussi une bonne maîtrise des coûts commerciaux et dépenses opérationnelles.

Le taux de rentabilité opérationnel courant progresse, passant de -1,9% à 1,1%.

2.3.2.2 Péninsule Ibérique

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 Juin		
	2021	2020	Variation
Chiffre d'affaires	285,3	239,5	19,1%
Résultat opérationnel courant	(4,2)	(12,7)	66,9%
Taux de rentabilité opérationnelle	(1,5%)	(5,3%)	3,8pt

Chiffre d'affaires de la Péninsule Ibérique

Le chiffre d'affaires réalisé dans la Péninsule Ibérique au 1^{er} semestre 2021 est en nette hausse. Il s'est élevé à 285,3 millions d'euros contre 239,5 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2020, soit une hausse de 19,1%. À nombre de magasins constants, le chiffre d'affaires est en hausse de 18,2%.

La répartition du chiffre d'affaires par catégorie de produits est détaillée dans la note 4 « secteurs opérationnels » des annexes aux comptes consolidés du présent rapport financier semestriel.

La performance affichée sur ce segment est directement liée à un historique très dégradé aux mois de mars/avril (crise Covid Vague 1 en 2020 où la majorité des pays ont vu la totalité de leurs magasins fermés à la mi-mars). Les ventes en magasins avaient pâti de leur fermeture durant cette période. Leur réouverture avait été progressive durant le mois de mai et le début du mois de juin. Les activités internet compensaient que partiellement cette baisse d'activité.

Le chiffre d'affaires des produits techniques est en hausse, porté par les ventes de matériel informatique et de téléphonie.

Le chiffre d'affaires des produits éditoriaux progresse également. Les ventes de Livre sont en nette croissance.

Sur la période, le chiffre d'affaires des autres produits et services est en augmentation. Le secteur des services, qui avait été particulièrement impacté par la fermeture des magasins aux mois de mars/avril l'année dernière, s'affiche en hausse.

Résultat opérationnel courant de la Péninsule Ibérique

Le résultat opérationnel courant de la Péninsule Ibérique est de -4,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021 contre -12,7 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2020, soit une augmentation de 8,5 millions d'euros par rapport à 2020. La marge brute progresse par rapport au 1^{er} semestre 2020 avec une hausse du chiffre d'affaires ainsi qu'un taux de marge qui s'améliore fortement, porté par la croissance des services et l'amélioration du mix produits/canal. L'augmentation des coûts opérationnels sur la période compense partiellement cette hausse de marge.

Le taux de rentabilité opérationnelle courante est en progression, passant de -5,3% à -1,5%.

2.3.2.3 Segment Belgique et Luxembourg

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 30 Juin		
	2021	2020	Variation
Chiffre d'affaires	301,0	266,8	12,8%
Résultat opérationnel courant	5,6	0,7	700,0%
Taux de rentabilité opérationnelle	1,9%	0,3%	1,6pt

Chiffre d'affaires du segment Belgique et Luxembourg

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment Belgique et Luxembourg s'élève à 301,0 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2021 contre 266,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020, soit une hausse de 12,8 %.

La répartition du chiffre d'affaires par catégorie de produits est détaillée dans la note 4 « secteurs opérationnels » des annexes aux comptes consolidés du présent rapport financier semestriel.

Sur le premier semestre, le chiffre d'affaires des produits techniques progresse. Les ventes de matériel informatique, portées par le développement du télétravail, de téléphonie et de télévision concentrent l'essentiel de cette hausse.

Les ventes d'électroménager augmentent également. Les départements machines à laver et aspirateurs ont été particulièrement performants.

Le chiffre d'affaires des produits éditoriaux est en hausse. Les ventes de Livres, ainsi que les secteurs de l'Audio et du Gaming, progressent.

Sur le 1^{er} semestre, le chiffre d'affaires des autres produits et services est en hausse, grâce à la performance des secteurs Maison & Design et Services.

Résultat opérationnel courant du segment Belgique et Luxembourg

Le résultat opérationnel courant du segment Belgique et Luxembourg s'établit à 5,6 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2021 contre 0,7 million d'euros pour le 1^{er} semestre 2020. Cette belle performance témoigne de la qualité de l'exécution commerciale dans un contexte de crise sanitaire qui se poursuit et de forte intensité concurrentielle.

Le taux de rentabilité opérationnelle courante est en hausse, passant de 0,3% à 1,9%.

2.4 COMMENTAIRES SUR LA STRUCTURE FINANCIERE

A la fin du 1^{er} semestre, le bilan consolidé du Groupe est habituellement affecté par le caractère saisonnier des activités de Fnac Darty :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Goodwill	1 654,2	1 654,3
Autres actifs et passifs non courants	1 950,0	2 020,2
Actifs et passifs courants	(483,0)	(1 064,7)
Provisions	(207,8)	(236,5)
Capitaux engagés	2 913,4	2 373,3
Actifs nets destinés à la vente	0,0	0,0
Capitaux propres part du Groupe	1 407,6	1 368,5
Capitaux propres part des minoritaires	1,8	4,9
Endettement financier net en fin de période	454,4	(113,9)
Dettes locatives	1 049,6	1 113,8

2.4.1 Capitaux engagés

Au 30 juin 2021, les capitaux engagés ont augmenté de 540,1 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Cette hausse est liée principalement à l'augmentation des actifs courants, conséquence du caractère saisonnier des activités du Groupe.

2.4.2 Goodwill

Au 30 juin 2021, le Goodwill s'élève à 1 654,2 millions d'euros et reste stable par rapport au 31 décembre 2020.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Goodwill	1 654,2	1 654,3

2.4.3 Autres actifs non courants nets

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Immobilisations incorporelles nettes	511,7	505,6
Immobilisations corporelles nettes	575,1	594,2
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	1 041,6	1 109,4
Participations dans les sociétés mises en équivalence	0,8	0,1
Actifs financiers nets non courants	32,0	32,6
Impôts différés nets	(105,3)	(97,3)
Autres passifs non courants	(105,9)	(124,4)
Autres actifs non courants nets	1 950,0	2 020,2

Au 1^{er} semestre 2021, les autres actifs non courants nets des passifs ont diminué de 70,2 millions d'euros.

Les immobilisations incorporelles sont en augmentation de 6,1 millions d'euros, sous l'effet d'investissements d'immobilisations incorporelles du 1^{er} semestre 2021 supérieurs aux amortissements pratiqués au cours du 1^{er} semestre 2021.

Les immobilisations corporelles sont en diminution de 19,1 millions d'euros, sous l'effet d'amortissements d'immobilisations corporelles du 1^{er} semestre 2021 supérieurs aux investissements pratiqués au cours du 1^{er} semestre 2021.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont en diminution de 67,8 millions d'euros, du fait principalement de leurs amortissements.

Les participations dans les sociétés mises en équivalence augmentent de 0,7 million d'euros par rapport au 31 décembre 2020, et reflètent les quotes-parts de résultat du 1^{er} semestre 2021.

Au 1^{er} semestre 2021, les actifs financiers nets non courants diminuent de 0,6 million d'euros. Cette diminution est principalement due à la baisse des dépôts de garantie pour 1,6 million d'euros, compensée par l'ajustement de la juste valeur de l'investissement dans le fonds de capital investissement Daphni Purple pour un montant de 1,1 million d'euros.

Les impôts différés représentent un passif net de 105,3 millions d'euros et correspondent pour l'essentiel à la réévaluation des actifs et passifs de Darty, et notamment à la valorisation des marques Darty et Vanden Borre dans le bilan du Groupe, ainsi qu'à la réévaluation immobilière de Darty. Leur variation est liée, à l'impact impôt de la réévaluation du passif au titre des régimes à prestation définies, à l'impact impôt de la composante capitaux propre de l'OCEANE émise par le Groupe, ainsi qu'à la charge d'impôt différé du 1^{er} semestre 2021.

Les autres passifs non courants représentent principalement la part à plus d'un an des produits sur les extensions de garanties de Darty.

2.4.4 Actifs et passifs courants

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Stocks nets	1 055,2	960,2
Clients nets	122,2	214,8
Fournisseurs nets	(1 195,8)	(1 561,0)
Créances et dettes d'impôts exigibles	20,5	(26,4)
Autres besoins en fonds de roulement	(485,1)	(652,3)
Actifs et passifs courants*	(483,0)	(1 064,7)

* hors provisions courantes, emprunts et dettes financières à court terme et trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2021, les actifs et passifs courants de Fnac Darty représentent une ressource de 483,0 millions d'euros en diminution de 581,7 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Cette dégradation s'explique principalement par le caractère saisonnier de l'activité.

La variation des stocks (hors effets de change et de périmètre) a engendré un flux de trésorerie de -95,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021 en dégradation de 230,5 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Au 1^{er} semestre 2021, la diminution des créances clients (hors effets de change et de périmètre) a généré un flux positif de trésorerie de 93,7 millions d'euros, en dégradation de 11,4 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020.

La diminution des dettes fournisseurs (hors effets de change et de périmètre) a généré, sur le 1^{er} semestre 2021, un flux négatif de trésorerie de 378,7 millions d'euros, en amélioration de 143,0 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Au 1^{er} semestre 2021, le flux de trésorerie lié aux créances et dettes d'impôt, est un flux négatif de 27,3 millions d'euros (hors effets de change et périmètre). Cette dégradation est à mettre en perspective avec la charge d'impôt exigible de 4,6 millions d'euros constatée au 1^{er} semestre 2021, ainsi que la charge de CVAE de 6,1 millions d'euros. Ainsi, au 1^{er} semestre 2021, le flux net de trésorerie lié à l'impôt exigible et au CVAE représente un décaissement net de 37,9 millions d'euros, en dégradation de 14,0 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Les autres besoins en fonds de roulement représentent, au 1^{er} semestre 2021, principalement les dettes sociales, et dettes et créances d'état hors IS. Leur dégradation au 1^{er} semestre est liée à l'activité saisonnière du Groupe et le flux de trésorerie généré est quasiment équivalent à la variation du 1^{er} semestre 2021.

2.4.5 Provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Provisions pour retraite et avantages similaires	178,3	205,9
Autres provisions	29,5	30,6
Provisions	207,8	236,5

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Taux d'actualisation		
- France	0,95%	0,55%
- Suisse	0,00%	0,00%
- Royaume-Uni	1,90%	1,40%

La hausse des taux d'intérêts, observée sur la zone Euro au cours du 1er semestre 2021, s'est traduite par l'augmentation des taux d'actualisation de référence que sont les taux des obligations d'entreprises de première catégorie.

Parallèlement, le taux d'actualisation applicable au Royaume-Uni est également en hausse. En conséquence un ajustement du montant de l'engagement Comet a été comptabilisé dans les comptes intermédiaires, ce qui a pour effet une diminution de l'engagement lié.

Par rapport au 31 décembre 2020, la baisse de la provision pour retraite et avantages assimilés est de 27,6 millions d'euros. Cette diminution est principalement liée, à hauteur de 19,8 millions d'euros, à l'actualisation de l'engagement du fonds de pension Comet. Le solde de 7,8 millions d'euros est principalement lié à la valorisation des engagements d'indemnités de départ à la retraite des salariés en France. L'impact sur les capitaux propres est présenté au niveau de la rubrique « autres éléments du résultat global ».

Au 30 juin 2021, les autres provisions incluent principalement les provisions risques opérationnels et fiscaux. La baisse de 1,1 million d'euros par rapport au 31 décembre 2020 est principalement liée à la consommation de provisions pour risques opérationnels et fiscaux.

2.4.6 Capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Capitaux propres - part revenant au Groupe	1 407,6	1 368,5
Capitaux propres - part revenant aux intérêts non contrôlés	1,8	4,9
Capitaux propres	1 409,4	1 373,4

Au 1^{er} semestre 2021, les capitaux propres consolidés de Fnac Darty sont en augmentation de 36,0 millions d'euros par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

La part des capitaux propres revenant au Groupe a augmenté de 39,1 millions d'euros, d'une part sous l'effet du résultat net part du Groupe pour 17,2 millions d'euros, et d'autre part sous l'effet de la réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies pour 27,0 millions d'euros et de la comptabilisation de la composante capitaux propres suite à l'émission d'OCEANE pour 15,4 millions d'euros net de l'effet impôt. Cette hausse est en partie compensée par le dividende 2021 au titre de 2020 pour un montant de 26,7 millions d'euros. La date de détachement du dividende est le 5 juillet 2021 et sa date de paiement le 7 juillet 2021.

La Part des capitaux propres revenant aux intérêts non contrôlés est en diminution de 3,1 millions d'euros, s'établissant à 1,8 million d'euros. Cette diminution résulte de la part des intérêts non contrôlés dans le résultat net pour -2,5 millions d'euros, ainsi qu'une variation de -0,6 million d'euros liée au détachement de dividende revenant aux minoritaires.

2.4.7 Endettement financier net

A la fin du 1^{er} semestre, l'endettement financier net du Groupe est traditionnellement plus élevé qu'à la clôture de l'exercice en raison de la saisonnalité de l'activité. Au 30 juin 2021, l'endettement financier net de Groupe s'élève à 1 504,0 millions d'euros. Il intègre des dettes locatives liées à l'application de la norme IFRS 16 pour 1 049,6 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Dettes financières brutes	933,4	1 454,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(479,0)	(1 568,7)
Endettement financier net hors IFRS 16 en fin de période	454,4	(113,9)
Dettes locatives	1 049,6	1 113,8
Endettement financier net avec IFRS 16 en fin de période	1 504,0	999,9

Sur la base du résultat annuel 2020 solide qui a démontré la résistance de son activité dans un contexte de crise inédit, le Groupe a finalisé en mars 2021 la restructuration de sa dette à long terme avec, un profil de maturité allongé, des sources de financement diversifiées, un coût optimisé et la sécurisation de sa liquidité à long terme.

Le Groupe a ainsi remboursé au mois de mars 2021 l'intégralité son Prêt Garanti par l'Etat (PGE) d'un montant de 500 millions d'euros.

Le Groupe a réussi en mars 2021, le placement de son émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANE), à échéance 2027, pour un montant nominal de 200 millions d'euros représenté par 2 468 221 obligations d'une valeur nominale unitaire de 81,03 euros. Sur la base du ratio de conversion et/ou d'échange initial d'une action par obligation, la dilution a été d'environ 9,28% du capital de la société au 16 mars 2021.

L'émission de l'OCEANE a été affectée au remboursement du prêt à moyen terme (Senior Term Loan Facility) d'un montant de 200 millions d'euros qui venait à échéance en avril 2023.

En parallèle, Fnac Darty a renégocié les conditions de ses facilités de crédit en amendant sa ligne de crédit RCF pour porter son montant total à 500 millions d'euros contre 400 millions auparavant. Cette ligne de crédit a une maturité de 5 ans (mars 2026) et pourra être prolongée à la demande de Fnac Darty jusqu'en mars 2028. Les conditions restent identiques à celles de la RCF de 400 millions d'euros. En cohérence avec les objectifs du nouveau plan stratégique Everyday, cette nouvelle facilité de crédit intègre une composante Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE) qui permettra au Groupe d'améliorer ses conditions de financement si les objectifs fixés sont atteints.

Au 30 juin 2021, les dettes financières brutes se composent principalement :

- des emprunts obligataires à échéance 2024 pour 300 millions d'euros et à échéance 2026 pour 350 millions d'euros,
- de la composante dette des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANE) pour un montant initial 179,2 millions d'euros au mois de mars 2021,
- de l'emprunt auprès de la Banque européenne d'investissement d'un montant de 100 millions d'euros.

Par rapport au 31 décembre 2020, l'endettement financier net hors dettes locatives liées à la norme IFRS 16 est en augmentation de 568,3 millions d'euros, et de 504,1 millions d'euros avec les dettes locatives. L'augmentation de l'endettement financier est principalement liée à la variation du Cash-Flow Libre opérationnel sur le 1^{er} semestre 2021.

2.4.8 Solvabilité

Les instruments de financement contractés par le Groupe comportent des covenants financiers au 30 juin 2021.

Au 30 juin 2021, l'ensemble des covenants financiers semestriels est respecté.

Les valeurs cibles des covenants à atteindre varient à chaque période de test.

2.4.9 Liquidité

Au 30 juin 2021, Fnac Darty dispose d'une trésorerie disponible de 479,0 millions d'euros, à laquelle s'ajoute un solde de 500 millions d'euros de ligne de crédit confirmée et non utilisée à cette date. Le programme de titres de créance négociables à court terme dont le montant a été porté de 400 millions d'euros à 500 millions d'euros n'est également pas utilisé à cette date.

Au 30 juin 2021, la trésorerie inclut principalement des soldes créditeurs de banque et des comptes rémunérés à court terme.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de liquidité à court terme.

2.4.10 Variation de l'endettement financier net

La variation de l'endettement financier net se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Cash-flow libre opérationnel	(451,2)	(379,9)
Intérêts versés nets des intérêts reçus et dividendes reçus	(17,3)	(14,6)
Acquisitions et cessions de filiales nettes de la trésorerie acquise ou cédée	0,0	(0,7)
Acquisitions et cessions d'autres actifs financiers	1,5	0,4
Acquisitions et cessions d'actions d'auto-contrôle	(0,9)	1,0
Dividendes versés	(0,6)	0,0
Composante capitaux propres OCEANE	20,8	0,0
Augmentations / Diminutions de capital	0,0	0,0
Remboursements des dettes locatives	(115,5)	(112,3)
Intérêts payés sur dettes locatives	(10,6)	(10,8)
Autres opérations avec les actionnaires	0,0	0,0
Autres besoins de fonds de roulement financier	9,0	0,0
Flux nets liés aux activités non poursuivies	(2,3)	(12,9)
Financement du fonds de pension Comet	(0,7)	(0,4)
Autres (1)	(0,5)	(1,0)
Variation de l'endettement financier net hors IFRS 16	(568,3)	(531,2)
Endettement financier net hors IFRS 16 au 1er janvier	(113,9)	17,9
Endettement financier net hors IFRS 16 en fin de période	454,4	549,1

(1) inclut principalement l'impact des écarts de conversion sur l'endettement financier

2.4.10.1 Cash-flow libre opérationnel

Le Groupe utilise un agrégat intermédiaire pour le suivi de sa performance financière dénommé le cash-flow libre opérationnel. Cet indicateur financier correspond aux flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux flux des investissements opérationnels nets (définis comme les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles et la variation des dettes des fournisseurs d'immobilisations).

Pour les six premiers mois de l'exercice 2021, le cash-flow libre opérationnel de Fnac Darty s'établit à -451,2 millions d'euros avec l'application de la norme IFRS 16, et à -577,3 millions d'euros hors application de la norme IFRS 16. Il s'élevait à -379,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020, soit une diminution de 71,3 millions d'euros avec IFRS 16, et une diminution de 74,3 millions d'euros en excluant IFRS 16.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts	212,1	109,4
Variation du besoin en fonds de roulement	(579,0)	(415,4)
Impôts sur le résultat payés	(37,9)	(24,1)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(404,8)	(330,1)
Investissements opérationnels nets	(46,4)	(49,8)
Cash-flow libre opérationnel	(451,2)	(379,9)
Remboursement des dettes locatives et intérêts	(126,1)	(123,1)
Cash-flow libre opérationnel hors IFRS 16	(577,3)	(503,0)

Au 30 juin 2021, les investissements opérationnels nets s'élèvent à 46,4 millions d'euros, en léger retrait par rapport à 2020.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
France-Suisse	(42,4)	(31,7)
Péninsule Ibérique	(2,3)	(3,6)
Benelux	(0,9)	(2,2)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(45,6)	(37,5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,3	0,4
Variation des dettes et créances sur immobilisations	(1,1)	(12,7)
Investissements opérationnels nets	(46,4)	(49,8)

2.4.10.2 Intérêts versés nets des intérêts reçus et dividendes reçus

Les décaissements nets au titre des intérêts financiers nets et dividendes reçus intègrent principalement, au 30 juin 2021, le décaissement des intérêts des instruments de financement et les commissions d'utilisation et de non utilisation des lignes de crédit pour 11,6 millions d'euros. Ils intègrent également le décaissement du coût de la garantie du Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 2,5 millions d'euros, les frais liés à l'extension de la ligne de crédit RCF pour 1,7 million d'euros, et les frais de mise en place de l'OCEANE pour 1,5 million d'euros.

Au 30 juin 2020, les décaissements nets au titre des intérêts financiers nets et dividendes reçus intégraient principalement le décaissement des intérêts des instruments de financement et les commissions d'utilisation et de non utilisation des lignes de crédit pour 13,6 millions d'euros. Ces décaissements intégraient également les frais de mise en place du prêt garantie par l'état pour un montant de 1,0 million d'euros.

2.4.10.3 Acquisitions et cessions de filiales nettes de la trésorerie acquise ou cédée

Au 1^{er} semestre 2021, il n'y a pas eu d'encaissements ou de décaissements liés aux acquisitions et cessions de filiales.

Au 1^{er} semestre 2020, les décaissements nets de 0,7 million d'euros intégraient, d'une part, un encaissement de 3,5 millions d'euros reçu au mois de mars 2020 lié à l'ajustement du prix d'acquisition de Nature & Découvertes, conformément aux dispositions du contrat de vente, et d'autre part, un décaissement de 4,2 millions d'euros lié à l'exercice d'une option de vente sur les actions WeFix sous promesse représentant.

2.4.10.4 Acquisitions et cessions d'autres actifs financiers nets

Au 1^{er} semestre 2021, les encaissements liés aux acquisitions d'autres actifs financiers sont liés aux remboursements de dépôts de garantie par des bailleurs, pour un montant total de 1,5 million d'euros.

Au 1^{er} semestre 2020, les décaissements liés aux acquisitions d'autres actifs financiers incluaient l'investissement dans le fonds Daphni Purple pour respectivement 0,4 million d'euros, ainsi qu'un flux de trésorerie positif de 0,8 million d'euros lié à des remboursements des dépôts de garantie par des bailleurs.

Au 30 juin 2021, le Groupe s'est engagé à souscrire les 23% restant du fonds Daphni Purple pour 1,6 million d'euros.

2.4.10.5 Acquisitions et cessions d'actions d'autocontrôle

Au 1^{er} semestre 2021, les décaissements de 0,9 million d'euros pour acquisitions et cessions d'actions d'autocontrôle représentent les flux de trésorerie réalisés dans le cadre du contrat de liquidité ouvert auprès de Oddo BHF et Natixis. Au 30 juin 2021, le Groupe détient 73 751 actions d'autocontrôle.

Au 1^{er} semestre 2020, les encaissements de 1,0 million d'euros pour acquisitions et cessions d'actions d'autocontrôle représentaient les flux de trésorerie réalisés dans le cadre du contrat de liquidité ouvert auprès de Oddo BHF et Natixis. Au 30 juin 2020, le Groupe détenait 94 765 actions d'autocontrôle.

2.4.10.6 Remboursements des dettes locatives et intérêts payés sur dettes locatives

Les flux nets liés aux remboursements des dettes locatives et intérêts payés sur dettes locatives sont liés à l'application de la norme IFRS 16 et représentent les flux de trésorerie des loyers.

2.4.10.7 Autres besoins de fonds de roulement financier

Au 1^{er} semestre 2021, les autres besoins de fonds de roulement financier représentent les avances de trésorerie reçues de la part des producteurs de spectacles.

2.4.10.8 Flux nets liés aux activités non poursuivies

Au 1^{er} semestre 2021, les flux nets liés aux activités non poursuivies représentent principalement les décaissements résiduels liés à la cession de la filiale néerlandaise BCC pour 1,4 million d'euros.

Au 1^{er} semestre 2020, les flux nets liés aux activités non poursuivies représentaient principalement les flux de trésorerie de la filiale néerlandaise BCC dont la cession a été effective le 25 novembre 2020.

2.4.10.9 Financement du fonds de pension Comet

Le financement du fonds de pension britannique Comet représente les décaissements effectués par le Groupe dans le cadre des engagements de retraite pour les anciens salariés de Comet au Royaume-Uni. Suite à la dernière renégociation triennale du financement du fonds fin 2019, les versements ont été suspendus depuis janvier 2020.

2.5 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Au 30 juin 2021, le groupe Ceconomy Retail International détient 24,1 % du capital et 24,1 % des droits de vote de Fnac Darty. Au premier semestre 2021, aucune opération entre l'ensemble des sociétés consolidées de Fnac Darty et le groupe Ceconomy Retail International n'est à mentionner.

Au 30 juin 2021, la société INDEXIA (anciennement SFAM) détient 11,3 % du capital et 11,3 % des droits de vote de Fnac Darty et n'a pas de représentant au conseil d'administration de Fnac Darty. Ainsi la société INDEXIA n'est pas une partie liée.

2.6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe a réactivé sa politique de retour aux actionnaires avec le versement d'un premier dividende ordinaire de 1,00€ par action, payé en numéraire le 7 juillet dernier pour un montant total de 26,7 millions d'euros.

2.7 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Au 1er semestre 2021, le Groupe a continué à maintenir des mesures exceptionnelles afin de limiter les impacts de la crise sanitaire sur sa structure et ses niveaux de résultats. Les incertitudes que laisse encore planer l'évolution de la crise sanitaire au niveau mondial rendent les prévisions d'activité incertaines. Le risque de confinement lié à une nouvelle vague d'épidémie, ainsi que le risque de reprise d'activité plus lente que prévue exposent le Groupe à un grand nombre d'aléas et incertitudes pour les six prochains mois de 2021.

Parallèlement aux risques liés à la crise sanitaire, les sociétés du Groupe Fnac Darty sont engagées dans un certain nombre de procès ou de litiges dans le cours normal des opérations, dont des contentieux avec les administrations fiscales, sociales ou douanières. Les charges pouvant en découler, estimées probables par elles et leurs experts, ont fait l'objet de provisions.

Fnac Darty a confirmé, le 3 février 2020, avoir reçu une signification de contentieux du liquidateur de Comet Group Limited à l'encontre de Darty Holdings SAS, pour un montant d'environ 83 millions de Livres Sterling. Darty Holdings SAS, une filiale du Groupe, en sa qualité de successeur de Kesa International Limited (KIL), avait cédé Comet Group, dont l'activité était l'exploitation de magasins de biens électroniques au Royaume Uni, en 2012. Le liquidateur allègue qu'en février 2012, antérieurement à l'acquisition de Darty par Fnac réalisée en 2016, Comet aurait remboursé une dette intragroupe à KIL, alors que Comet était déjà en état de cessation de paiements. Aucun élément concernant ce dossier n'avait été porté à la connaissance du Groupe Fnac au moment de l'acquisition de Darty. Le Groupe conteste fermement le bien-fondé de la requête, et a pris les mesures nécessaires pour défendre ses intérêts.

Une question préliminaire à la poursuite de la procédure au fond a été soulevée courant 2020, portant sur l'applicabilité au cas d'espèce de certaines conditions de la section 239 de l'Insolvency Act 1986, conditions nécessaires à la recevabilité du contentieux. A l'issue de la procédure relative à cette question préliminaire, plaidée en appel devant la High Court en mars 2021, une ordonnance du 23 avril 2021 a conclu à l'applicabilité au cas d'espèce des conditions de la section 239 de l'Insolvency Act 1986. La procédure au fond, qui avait été suspendue dans le cadre de l'appel sur la question préliminaire, a repris avec un procès fixé en octobre 2022 et une décision qui pourrait intervenir au 4^{ème} trimestre 2022. Si le jugement était défavorable à Darty, toute somme à rembourser sera payable dans les 14 jours suivant la date du jugement. En cas d'appel du jugement par l'une ou l'autre des parties, selon le sens du jugement, cet appel serait probablement plaidé en 2023.

Au mois de juillet 2020, le Groupe Fnac Darty a fait l'objet de deux assignations devant le tribunal de commerce de Paris par une partie des franchisés adhérents du Groupement des Franchisés Darty.

Le premier litige, pour un montant d'environ 2,2 millions d'euros, porte principalement sur le traitement des ventes en ligne dans le cadre du click & collect opéré dans les magasins des franchisés, une problématique à laquelle de nombreux réseaux de franchise sont confrontés compte tenu du développement de la vente en ligne tous secteurs confondus. Ce litige a été résolu pour sa composante principale et les parties ont trouvé une solution à leur divergence sur le résiduel (de l'ordre d'environ 0,4 million d'euros) à travers une procédure de conciliation devant le TC de Paris. Un protocole est venu sceller leur accord portant sur un montant de 0,3 million d'euros.

Le second litige, pour un montant d'environ 12,8 millions d'euros, s'appuie sur des allégations visant à faire peser sur Fnac Darty l'impact de la fermeture des magasins des franchisés pendant la période de confinement. Fnac Darty conteste bien entendu fermement les fondements de cette demande. Les parties ont également sollicité une conciliation pour résoudre leur divergence et ont constaté l'échec de la conciliation. La procédure suit donc son cours devant le juge du fond.

Aucun des contentieux en cours dans lesquels les sociétés ou entreprises du Groupe sont impliquées, de l'avis de leurs experts, ne fait courir de risque au cours normal et prévisible des affaires ou au développement envisagé du Groupe.

Le Groupe estime qu'il n'existe aucun litige connu de lui comportant des risques probables significatifs, susceptibles d'affecter le patrimoine, le résultat ou la situation financière du Groupe, qui n'ait fait l'objet de provisions estimées nécessaires à la clôture de l'exercice. Aucun litige, pris individuellement, n'est significatif à l'échelle de la Société ou du groupe.

Le Groupe n'a connaissance d'aucun autre litige ou arbitrage, qui serait susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le résultat de la Société ou du Groupe.

Par ailleurs, les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2021 sont ceux exposés dans la Section 6 du Document d'Enregistrement Universel 2020 du Groupe.

2.8 PERSPECTIVES

Le Groupe est très satisfait des performances solides du 1^{er} semestre 2021.

Courant mai, les magasins du Groupe ont rouvert dans l'ensemble des pays avec toutefois des restrictions en termes d'horaires toujours en vigueur en Péninsule Ibérique compte tenu d'un contexte sanitaire qui reste incertain. Par ailleurs, et suite aux dernières annonces du Gouvernement français, les conditions d'accès aux centres commerciaux de plus de 20 000 m² pourraient évoluer et affecter, en conséquence, les conditions d'exploitation d'une partie des magasins du Groupe. Enfin, comme anticipé, l'activité de Billetterie reprend très progressivement avec un retour à la normale envisagé au début de l'année 2022, et la reprise de l'activité économique en Péninsule Ibérique est plus lente que dans les autres pays où le Groupe est présent, par rapport au niveau pré-crise.

Par conséquent, Fnac Darty reste confiant mais prudent sur la performance de ses marchés au 2^{ème} semestre et restera focalisé sur son exécution commerciale pour réussir pleinement les grands rendez-vous commerciaux du second semestre, ainsi que sur la maîtrise des coûts et la génération de cash-flow en ligne avec les objectifs du plan Everyday.

C'est pourquoi, avec un début d'année encourageant mais dans un contexte sanitaire toujours incertain, et sous réserve d'absence de nouvelle période prolongée de fermeture de magasins, **le Groupe revoit à la hausse ses perspectives 2021 de chiffre d'affaires attendu en croissance de près de 5%¹ par rapport à 2020 et de résultat opérationnel courant attendu entre 260 et 270M€, soit un niveau équivalent au résultat opérationnel courant pro-forma² 2019, hors billetterie.**

¹ En données comparables : excluent les effets de change, les variations de périmètre, les ouvertures et fermetures de magasins.

² Incluant Nature & Découvertes en année pleine et hors BCC.

3 COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Les tableaux suivants comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous totaux affichés.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2021 ET AU 30 JUIN 2020

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30-juin-21	30-juin-20
Produits des activités ordinaires	4	3 464,7	2 849,0
Coût des ventes		(2 435,9)	(2 004,8)
Marge brute		1 028,8	844,2
Charges de personnel	5	(543,7)	(464,7)
Autres produits et charges opérationnels courants		(451,0)	(437,3)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0,0	0,2
Résultat opérationnel courant		34,1	(57,6)
Autres produits et charges opérationnels non courants	6	(2,5)	(24,9)
Résultat opérationnel		31,6	(82,5)
Charges financières (nettes)	7	(24,5)	(22,9)
Résultat avant impôt		7,1	(105,4)
Impôt sur le résultat	8	(9,1)	25,7
Résultat net des activités poursuivies		(2,0)	(79,7)
dont part du Groupe		0,5	(76,7)
dont part des intérêts non contrôlés		(2,5)	(3,0)
Résultat net des activités non poursuivies	17.4	16,7	(41,6)
dont part du Groupe		16,7	(41,6)
dont part des intérêts non contrôlés		0,0	0,0
Résultat net de l'ensemble consolidé		14,7	(121,3)
dont part du Groupe		17,2	(118,3)
dont part des intérêts non contrôlés		(2,5)	(3,0)
Résultat net part du Groupe		17,2	(118,3)
Résultat par action (en euros)	9	0,65	(4,47)
Résultat dilué par action (en euros)	9	0,58	(4,46)
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies		0,5	(76,7)
Résultat par action (en euros)	9	0,02	(2,90)
Résultat dilué par action (en euros)	9	0,02	(2,89)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30-juin-21	30-juin-20
Résultat net		14,7	(121,3)
Ecart de conversion		(1,7)	2,1
Juste valeur des instruments de couverture		1,9	0,1
Éléments recyclables en résultat		0,2	2,2
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies		27,0	(12,1)
Éléments non recyclables en résultat		27,0	(12,1)
Autres éléments du résultat global, après impôt	10	27,2	(9,9)
Résultat global total		41,9	(131,2)
dont part du Groupe		44,4	(128,2)
dont part des intérêts non contrôlés		(2,5)	(3,0)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2021 ET L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Goodwill		1 654,2	1 654,3
Immobilisations incorporelles		511,7	505,6
Immobilisations corporelles		575,1	594,2
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	11	1 041,6	1 109,4
Participations dans les sociétés mises en équivalence		0,8	0,1
Actifs financiers non courants		32,0	32,6
Actifs d'impôts différés		59,7	67,3
Autres actifs non courants		0,1	0,0
Actifs non courants		3 875,2	3 963,5
Stocks		1 055,2	960,2
Créances clients		167,5	285,4
Créances d'impôts exigibles		20,5	3,6
Autres actifs financiers courants		6,4	6,8
Autres actifs courants		170,2	361,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	479,0	1 568,7
Actifs courants		1 898,8	3 185,8
Actifs détenus en vue de la vente	17.4	0,0	0,0
Total actif		5 774,0	7 149,3

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Capital social	12.1	26,8	26,6
Réserves liées au capital		971,0	971,2
Réserves de conversion		(6,2)	(4,5)
Autres réserves et résultat net		416,0	375,2
Capitaux propres part du Groupe	12	1 407,6	1 368,5
Capitaux propres - Part revenant aux intérêts non contrôlés		1,8	4,9
Capitaux propres		1 409,4	1 373,4
Emprunts et dettes financières à long terme	14	930,2	901,9
Dettes locatives à long terme	15	819,6	884,1
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		178,3	205,9
Autres passifs non courants		106,0	124,4
Passifs d'impôts différés		165,0	164,6
Passifs non courants		2 199,1	2 280,9
Emprunts et dettes financières à court terme	14	3,2	552,9
Dettes locatives à court terme	15	230,0	229,7
Autres passifs financiers courants		5,1	13,0
Dettes fournisseurs		1 231,1	1 784,4
Provisions		29,5	30,6
Dettes d'impôts exigibles		0,0	30,0
Autres passifs courants		666,6	854,4
Passifs courants		2 165,5	3 495,0
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente	17.4	0,0	0,0
Total passif		5 774,0	7 149,3

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2021 ET AU 30 JUIN 2020

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30-juin-21	30-juin-20
Résultat net des activités poursuivies		(2,0)	(79,7)
Produits et charges sans contrepartie en trésorerie		179,8	209,9
Capacité d'autofinancement	17.1	177,8	130,2
Charges et produits d'intérêts financiers		23,6	24,7
Dividendes reçus		0,0	0,0
Charge nette d'impôt exigible		10,7	(45,5)
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts		212,1	109,4
Variation du besoin en fonds de roulement		(579,0)	(415,4)
Impôts sur le résultat payés		(37,9)	(24,1)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	17.1	(404,8)	(330,1)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(46,7)	(50,2)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,3	0,4
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise		0,0	(0,7)
Acquisitions d'autres actifs financiers		1,5	0,4
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	17.2	(44,9)	(50,1)
Augmentation / Diminution de capital		0,0	0,0
Autres opérations avec les actionnaires		0,0	0,0
Acquisitions ou cessions d'actions d'autocontrôle		(0,9)	1,0
Dividendes versés aux actionnaires		(0,6)	0,0
Emission d'emprunts		200,0	500,0
Remboursement d'emprunts		(700,0)	0,0
Remboursements des dettes locatives		(115,5)	(112,3)
Intérêts payés sur dettes locatives		(10,6)	(10,8)
Autres besoins de fonds de roulement financier		9,0	0,0
Augmentation / Diminution des autres dettes financières		(0,6)	(55,4)
Intérêts versés et assimilés		(17,3)	(14,6)
Financement du fonds de pension Comet	17.3	(0,7)	(0,4)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	17.3	(637,2)	307,5
Flux nets liés aux activités non poursuivies	17.4	(2,3)	(12,9)
Incidence des variations des cours de change		(0,5)	(1,1)
Variation nette de la trésorerie		(1 089,7)	(86,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	17	1 568,7	995,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	17	479,0	908,8

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Nombre d'actions en circulation ⁽¹⁾	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves de conversion	Autres réserves et résultats nets	Capitaux propres		
						Part Groupe	Intérêts non contrôlés	Totaux
<i>(en millions d'euros)</i>								
Au 31 décembre 2019	26 515 572	26,5	971,3	(5,8)	395,9	1 387,9	10,4	1 398,3
Résultat global total				2,1	(130,3)	(128,2)	(3,0)	(131,2)
Variation de capital	92 384	0,1	(0,1)			0,0		0,0
Titres d'auto-contrôle					(0,8)	(0,8)		(0,8)
Valorisation des paiements fondés sur les actions					4,9	4,9		4,9
Variation de périmètre					(1,2)	(1,2)	1,2	0,0
Autres mouvements					(0,3)	(0,3)		(0,3)
Au 30 juin 2020	26 607 956	26,6	971,2	(3,7)	268,2	1 262,3	8,6	1 270,9
Résultat global total				(0,8)	104,0	103,2	(4,2)	99,0
Variation de capital	615	0,0	0,0			0,0		0,0
Titres d'auto-contrôle					1,3	1,3		1,3
Valorisation des paiements fondés sur les actions					3,2	3,2		3,2
Variation de périmètre					(0,6)	(0,6)	0,6	0,0
Autres mouvements					(0,9)	(0,9)	(0,1)	(1,0)
Au 31 décembre 2020	26 608 571	26,6	971,2	(4,5)	375,2	1 368,5	4,9	1 373,4
Résultat global total				(1,7)	46,1	44,4	(2,5)	41,9
Variation de capital	152 547	0,2	(0,2)			0,0		0,0
Titres d'auto-contrôle					(0,2)	(0,2)		(0,2)
Valorisation des paiements fondés sur les actions					6,4	6,4		6,4
Composante capitaux propre de l' OCEANE					15,4	15,4		15,4
Dividende					(26,7)	(26,7)	(0,6)	(27,3)
Variation de périmètre					0,0	0,0		0,0
Autres mouvements					(0,2)	(0,2)		(0,2)
Au 30 juin 2021 (1)	26 761 118	26,8	971,0	(6,2)	416,0	1 407,6	1,8	1 409,4

⁽¹⁾ Valeur nominale des actions de 1 euro.

Notes annexes résumées aux états financiers consolidés

NOTE 1	GENERALITES.....	42
NOTE 2	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	42
NOTE 3	FAITS MARQUANTS	47
NOTE 4	SECTEURS OPERATIONNELS	48
NOTE 5	CHARGES DE PERSONNEL.....	51
NOTE 6	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS	51
NOTE 7	CHARGES FINANCIERES (NETTES).....	52
NOTE 8	IMPOT	53
NOTE 9	RESULTATS PAR ACTION.....	54
NOTE 10	AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	56
NOTE 11	DROITS D'UTILISATION	57
NOTE 12	CAPITAUX PROPRES	57
NOTE 13	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	58
NOTE 14	DETTES FINANCIERES	58
NOTE 15	DETTES LOCATIVES.....	60
NOTE 16	ENDETTEMENT FINANCIER NET	62
NOTE 17	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	62
NOTE 18	EVOLUTION DES PASSIFS EVENTUELS, ENGAGEMENTS CONTRACTUELS NON COMPTABILISES ET RISQUES EVENTUELS.....	68
NOTE 19	PARTIES LIEES	69
NOTE 20	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	70

Note 1 Généralités

1.1. Généralités

Fnac Darty, société-mère du Groupe, est une Société Anonyme de droit français à Conseil d'administration, dont le siège social est 9 rue des Bateaux-Lavois, ZAC Port d'Ivry, 94200 Ivry sur Seine, France et cotée à Euronext Paris. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 055800296. La société Fnac Darty est soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 reflètent la situation comptable de la société Fnac Darty et ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées et coentreprises.

Le 29 juillet 2021, le Conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 et donné son autorisation à leur publication.

1.2. Contexte de publication

Fnac Darty, composé de la société Fnac Darty et ses filiales (collectivement « Fnac Darty ») est le leader de la distribution de biens de loisirs, techniques et électroménager pour le grand public en France et un acteur majeur sur les autres marchés géographiques où il est présent à savoir l'Espagne, le Portugal, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg. Fnac Darty dispose également d'une présence en franchise au Maroc, au Qatar, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Congo et en Tunisie.

L'admission des titres Fnac Darty aux négociations sur le marché réglementé Euronext Paris, impose l'établissement de comptes consolidés établis selon les normes IFRS. Les modalités d'établissement de ces comptes sont décrites en Note 2 Principes et Méthodes comptables.

Les états financiers consolidés de Fnac Darty sont présentés en millions d'euros.

Note 2 Principes et Méthodes comptables

2.1. Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers semestriels consolidés du Groupe au 30 juin 2021 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponibles sur http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm) à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date, et présentés avec en comparatif, l'exercice 2020 établi selon le même référentiel.

Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, telle qu'adoptée par l'Union européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les états financiers consolidés présentés ne tiennent pas compte des projets de normes et interprétations qui ne sont encore, à la date de clôture, qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et à l'IFRIC, de même que des textes dont l'application n'est pas obligatoire en 2021.

Les notes présentées portent sur les événements et transactions significatifs du semestre et doivent être lues en liaison avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2020. Elles sont, en effet, indissociables de l'information présentée dans les états financiers consolidés inclus dans le Document d'Enregistrement Universel du Groupe publié au titre de l'exercice 2020.

2.2. Référentiel IFRS appliqué

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l'exercice 2020, à l'exception des points suivants qui font l'objet de méthodes d'évaluation spécifiques (Note 2.3)

- l'impôt sur le résultat
- les avantages du personnel

2.2.1 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne, et d'application non obligatoire aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2021 et non anticipés par le Groupe :

Il n'y a pas de textes adoptés par l'Union Européenne et applicables par anticipation.

2.2.2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne, et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021 :

• **Amendements à IFRS 16 – Concessions de loyers liées à la crise de la Covid-19 :**

Cet amendement, publié le 28 mai 2020, prévoit, sous conditions, la possibilité pour le preneur d'un contrat de location, à qui le bailleur aurait accordé des aménagements de loyers du fait de la crise de la Covid-19, de ne pas apprécier si ces aménagements constituent ou non une modification du contrat de location et de les comptabiliser en général immédiatement en résultat comme loyer variable négatif.

Les conditions initiales à respecter pour bénéficier de cet allègement pratique sont :

- Les aménagements sont une conséquence directe de la pandémie Covid-19,
- Les aménagements conduisent substantiellement à un maintien ou une diminution de la contrepartie,
- L'intégralité des réductions de paiements concernées sont celles obtenues jusqu'au 30 juin 2021,
- Il n'y a pas d'autre changement substantiel des autres termes et conditions du contrat initial.

Le 31 mars 2021, l'IASB a publié un nouvel amendement à la norme IFRS16 qui prolonge jusqu'au 30 juin 2022 la période de réduction des paiements concernée (à la date d'arrêt des comptes semestriels 2021 de Fnac-Darty, le processus d'adoption de cette modification par l'Union Européenne est toujours en cours).

Le Groupe avait décidé d'appliquer cet amendement dès l'exercice 2020 et continue de reconnaître l'impact des allègements des loyers intervenus au 1^{er} semestre 2021 dans le résultat de la période, sous réserve du respect des conditions citées préalablement.

• **Interprétation IFRIC concernant IAS 19 – Période d'attribution du coût des services rendus :**

En décembre 2020, le comité d'interprétation IFRS IC a initié une discussion concernant l'interprétation de la méthode de calcul du passif social et la période d'acquisition des droits pour les régimes d'indemnités de départ en retraite. L'interprétation du comité consiste à linéariser les droits de retraite sur la période précédant l'âge de retraite et permettant d'obtenir les droits plafonnés. L'IASB a approuvé cette approche en mai 2021.

Sous réserve de l'analyse détaillée des conventions collectives qui s'appliquent dans les différentes sociétés du Groupe, cette nouvelle approche pourrait dans certains cas différer de celle actuellement appliquée par le Groupe et qui consiste à linéariser l'acquisition des droits, entre la date d'entrée dans le dispositif et la date de départ à la retraite.

Compte tenu du temps d'analyse nécessaire, convention collective par convention collective, pour évaluer les impacts éventuels d'un changement de méthode, le Groupe choisit de maintenir la procédure actuelle pour la clôture des comptes au 30 juin 2021. En conséquence, les impacts éventuels seront pris en compte dans les états financiers au 31 décembre 2021.

• **Interprétation IFRIC concernant IAS 38 – Comptabilisation des coûts de démarrage des contrats en mode SaaS (Software as a Service) :**

En mars 2021, le comité d'interprétation IFRS IC a initié une discussion concernant la comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation d'un logiciel mis à disposition dans le cloud dans le cadre d'un contrat en mode SaaS.

L'interprétation du comité est de comptabiliser ces coûts en immobilisation incorporelle si le client contrôle, au sens d'IAS38, l'actif distinct résultant de la configuration ou de la personnalisation. Dans le cas où le contrôle au sens d'IAS 38 n'est pas prouvé, ces coûts doivent être comptabilisés en charges d'exploitation et peuvent être étalés sur la durée du contrat s'ils ne peuvent pas être distingués du service principal de mise à disposition du logiciel.

Au 30 juin 2021, l'application de cette interprétation dans les comptes consolidés du Groupe n'a pas d'impact significatif car la valeur nette comptable résiduelle des coûts de configuration et de personnalisation des contrats en mode SaaS précédemment immobilisés est non significative.

L'IASB a également publié les textes suivants, pour lesquels le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative :

- **Amendements à IFRS 4 – Prolongation de l'exemption temporaire d'IFRS 9,**
- **Amendements à IFRS 9, IFRS 16, IAS 39 et IFRS 7 – Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2,**
- **Interprétation IFRIC concernant IAS 38 – Coûts de configuration et d'adaptation des logiciels utilisés en mode SaaS (Software as a service),**
- **Interprétation IFRIC concernant IFRS 9 – Couverture de la variabilité des flux de trésorerie due au taux d'intérêt réel.**

2.2.3 Normes, amendements et interprétations non encore adoptés par l'Union européenne, et d'application obligatoire aux exercices post 2021 :

L'IASB a publié les textes suivants, pour lesquels le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative :

- **IFRS 17 – Contrats d'assurances,**
- **Amendements à IAS 1 – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants,**
- **Amendements à IFRS 3 – Référence au cadre conceptuel,**
- **Amendements à IAS 16 – Comptabilisation des produits générés avant la mise en service d'une immobilisation,**
- **Amendements à IAS 37 – Contrats déficitaires – coûts à prendre en compte pour comptabiliser une provision pour contrat déficitaire,**
- **Amendements à IAS 1 et IFRS Practice Statement 2 – Informations à fournir sur les méthodes comptables significatives,**
- **Amendement à IAS 8 – Définition des estimations comptables,**
- **Amendement à IAS 12 – Impôts différés relatifs aux actifs et passifs résultants d'une transaction unique,**
- **Amélioration annuelles - 2018-2020 (anticipation possible uniquement pour les amendements relatifs à IFRS 9 et IFRS 16).**

2.3. Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

2.3.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période (exigible et différée) est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice en cours, pour chaque entité et sous-ensemble fiscal.

2.3.2. Avantages du personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette calculée pour l'exercice 2021.

Conformément aux exigences des normes IAS 19 et IAS 34, le montant de l'engagement net au titre des avantages postérieurs à l'emploi tient compte des variations significatives des conditions de marché lors de l'établissement des comptes intermédiaires. Ces variations significatives sont détaillées dans la note 10.

2.3.3. Saisonnalité de l'activité

Le produit des activités ordinaires, le résultat opérationnel et l'ensemble des indicateurs opérationnels (dont le Besoin en Fonds de Roulement) sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité élevé sur le dernier trimestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2021 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2021.

2.4. Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Pour l'exercice de son jugement, le Groupe se fonde sur son expérience passée et sur l'ensemble des informations disponibles considérées comme déterminantes au regard de son environnement et des circonstances. Les estimations et hypothèses utilisées sont réexaminées de façon continue. En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, il est possible que les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe soient différents des valeurs actuellement estimées.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels incorporels et Goodwill, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel, des paiements fondés sur des actions,

des impôts différés et des instruments financiers. Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

Les estimations comptables concourant à la présentation des états financiers au 30 juin 2021 ont été réalisées dans un contexte de crise économique et sanitaire (« Crise COVID-19 ») générant un climat d'incertitudes sur les perspectives économiques et financières. En conséquence, le Groupe a tenu compte des informations fiables dont il disposait à la date d'établissement des comptes consolidés résumés quant aux incidences de cette crise, l'exercice étant dans ce contexte sujet à incertitude.

Les principales estimations et hypothèses retenues par le Groupe sont détaillées dans chacun des paragraphes dédiés de l'annexe aux états financiers et notamment dans les notes suivantes :

Estimation et jugement		Nature de l'estimation et du jugement
Note 2.8 du document d'enregistrement universel 2020 et notes 11 et 15 du présent document	Contrats de location	<p>Hypothèse concernant la durée de location retenue : Pour déterminer la durée de location à prendre en compte pour chaque contrat, une double approche a été retenue :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Contractuelle, fondée sur l'analyse des contrats : <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour les magasins considérés comme stratégiques ou standard, la date de fin de contrat correspond à l'échéance du bail, augmentée des éventuelles options de renouvellement à la main exclusive du preneur. ○ Pour les magasins considérés comme non stratégiques, la date de fin de contrat correspond à la première option de sortie possible, avec une période minimum de douze mois. ▪ Économique, fondée sur la catégorisation des actifs sous-jacents loués, en fonction de critères d'emplacement, de performance, d'intérêt commercial et en cohérence avec les durées d'amortissement des immobilisations non transférables. <p>En pratique : L'approche économique préconisée par l'IFRS IC est appliquée à l'ensemble des baux et aboutit pour chaque bail :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soit au maintien de l'échéance contractuelle du bail, car celle-ci reflète la durée d'utilisation restante raisonnablement certaine. ▪ Soit à la prolongation de la durée restante si celle-ci est jugée trop courte au regard de la durée de location raisonnablement certaine selon une approche économique. <p>Hypothèse concernant les taux d'actualisation : une grille de taux par maturité a été établie pour chaque pays. Les taux d'actualisation sont élaborés à partir d'un index Midswap par devise et par maturité, auquel est ajouté un spread (spread appliqué aux emprunts les plus récents du Groupe + prime de risque pays + rating filiale). La maturité du taux retenu est fonction de la durée de chaque contrat de location qui dépend elle-même du profil de paiement. La maturité des taux dépend de la durée résiduelle du contrat jusqu'à l'échéance, à compter de la date de l'évènement.</p>
Note 2.9 du document d'enregistrement universel 2020	Stocks	Perspectives d'écoulement des stocks pour le calcul de la dépréciation
Note 2.10 du document d'enregistrement universel 2020	Tests de dépréciation des actifs non financiers	<p>Niveau de regroupement des Unités Génératrices de Trésorerie pour le test de perte de valeur Principales hypothèses retenues pour la construction des valeurs d'utilité (taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini, flux de trésorerie attendus) Appréciation du contexte économique et financier des pays dans lequel le Groupe opère</p>
Note 2.13 du document d'enregistrement universel 2020 et note 8 du présent document	Impôt	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs liés aux reports déficitaires et aux différences temporelles
Note 2.15 du document d'enregistrement universel 2020	Provisions	Hypothèses sous-jacentes à l'appréciation de la position juridique et à la valorisation des risques
Note 2.16 du document d'enregistrement universel 2020	Avantages du personnel et assimilés	Taux d'actualisation, taux de rendement attendu des actifs et taux de progression des salaires
Note 2.17 du document d'enregistrement universel 2020 et note 17.4 du présent document	Actifs détenus en vue de la vente	Les actifs détenus en vue de la vente sont évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des frais de cession
Note 2.18 du document d'enregistrement universel 2020	Produits des activités ordinaires	<p>Étalement des revenus liés aux ventes de cartes de fidélité et aux ventes d'extensions de garantie sur la durée où les services sont rendus de façon à refléter le calendrier des avantages fournis Reconnaissance des produits d'activités ordinaires en ventes brutes ou en commissions selon l'analyse de l'intervention du Groupe en qualité de principal ou agent Les principaux indicateurs de jugement sur la qualification agent / principal sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La responsabilité première de l'exécution du contrat ; • L'exposition au risque sur stocks ; • La fixation du prix de vente.
Note 2.19 du document d'enregistrement universel 2020	Coût de ventes des marchandises	À la clôture de l'exercice, une évaluation des ristournes et coopérations commerciales à percevoir est effectuée sur la base des contrats signés avec les fournisseurs. Cette évaluation est notamment basée sur le montant des achats annuels, des quantités d'articles achetés ou d'autres conditions contractuelles comme l'atteinte de seuils ou la progression du volume d'achats pour les ristournes et la réalisation des services rendus aux fournisseurs au titre des coopérations commerciales
Note 7 du document d'enregistrement universel 2020	Plans de rémunération de la performance	Hypothèses retenues pour l'évaluation de la juste valeur des instruments attribués (volatilité attendue, rendement de l'action, taux d'actualisation, turnover attendu des bénéficiaires)

Note 3 Faits Marquants

Au 1er semestre 2021, en France, après la fermeture des centres commerciaux et commerce de plus de 20 000 m² puis de plus de 10 000m² et l'instauration d'un couvre-feu en début d'année, un troisième confinement national a été mis en place du 3 avril au 18 mai inclus, entraînant la fermeture de plusieurs magasins du Groupe. En Belgique, le Gouvernement a, quant à lui, imposé un confinement strict du 27 mars au 11 mai inclus, entraînant la fermeture des commerces non essentiels, sans impact majeur pour les enseignes du Groupe. En Suisse, les magasins ont été fermés pendant un mois et demi à compter du 18 janvier. Enfin, en Péninsule Ibérique, des confinements régionaux ont été imposés avec le maintien des limitations de trafic, des restrictions horaires dans certains magasins et des fermetures pour les magasins des centres commerciaux.

Sur la base du résultat annuel 2020 solide qui a démontré la résistance de son activité dans un contexte de crise inédit, le Groupe a finalisé en mars 2021 la restructuration de sa dette à long terme avec, un profil de maturité allongé, des sources de financement diversifiées, un coût optimisé et la sécurisation de sa liquidité à long terme.

Le Groupe a ainsi remboursé au mois de mars 2021 l'intégralité son Prêt Garanti par l'Etat (PGE) d'un montant de 500 millions d'euros.

Le Groupe a réussi en mars 2021, le placement de son émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANE), à échéance 2027, pour un montant nominal de 200 millions d'euros représenté par 2 468 221 obligations d'une valeur nominale unitaire de 81,03 euros. Sur la base du ratio de conversion et/ou d'échange initial d'une action par obligation, la dilution a été d'environ 9,28% du capital de la société au 16 mars 2021.

L'émission de l'OCEANE a été affectée au remboursement du prêt à moyen terme (Senior Term Loan Facility) d'un montant de 200 millions d'euros qui venait à échéance en avril 2023.

En parallèle, Fnac Darty a renégocié les conditions de ses facilités de crédit en amendant sa ligne de crédit RCF pour porter son montant total à 500 millions d'euros contre 400 millions auparavant. Cette ligne de crédit a une maturité de 5 ans (mars 2026) et pourra être prolongée à la demande de Fnac Darty jusqu'en mars 2028. Les conditions restent identiques à celles de la RCF de 400 millions d'euros. En cohérence avec les objectifs du nouveau plan stratégique Everyday, cette nouvelle facilité de crédit intègre une composante Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE) qui permettra au Groupe d'améliorer ses conditions de financement si les objectifs fixés sont atteints.

Par ailleurs, le Groupe est noté par les agences de notation S&P Global, Scope Ratings et Moody's. En mars 2021, les agences de notation S&P et Moody's ont toutes deux relevé leur perspective de « négative » à « stable » associées à leur note de crédit Fnac Darty respectives 'BB' et 'Ba2'. Enfin, en mai 2021, Scope Ratings a confirmé la note de crédit de Fnac Darty à BBB- et a relevé sa perspective de « under review » à « stable ».

La norme IAS 36 (Dépréciation d'actifs) impose de procéder à un test de dépréciation de chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) et de ses immobilisations à durée de vie indéfinie. Ce test doit être réalisé à minima une fois par an à date fixe ou à n'importe quel moment s'il existe un indice de perte de valeur. Au cours du 1er semestre 2021 et sur la base de résultats solides, de la résilience de son modèle et de sa valorisation boursière, le Groupe n'a constaté aucun indice de perte de valeur et confirme l'absence de doutes sur la continuité d'exploitation et de tout risque de liquidité.

Les fermetures de magasins liées à la crise sanitaire ont conduit le Groupe à négocier avec ses bailleurs et d'obtenir des baisses temporaires de loyers durant la période de confinement.

Conformément à l'amendement de l'IASB à la norme IFRS 16 du 28 mai 2020, les réductions négociées dans le cadre de la crise sanitaire ont fait l'objet d'une comptabilisation sur la période concernée.

Note 4 Secteurs opérationnels

Les informations relatives aux secteurs opérationnels suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

La mesure de la performance de chaque secteur opérationnel, utilisée par le principal décideur opérationnel, est basée sur le résultat opérationnel courant.

Les produits et charges sans contrepartie en trésorerie incluent principalement des dotations et reprises courantes et non courantes aux amortissements et provisions sur actifs non courants et provisions pour risques et charges.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles correspondent aux acquisitions d'immobilisations y compris les variations des dettes sur immobilisations. Ils n'incluent pas les investissements d'immobilisations en contrat de location-financement.

Les actifs sectoriels non courants se composent des Goodwill et autres immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants. Les actifs sectoriels se composent des actifs sectoriels non courants, des stocks, des créances clients, des concours à la clientèle et des autres actifs courants. Les passifs sectoriels se composent des financements des concours à la clientèle, des dettes fournisseurs et des autres passifs courants.

- Les secteurs opérationnels sont découpés en 3 secteurs :
 - France et Suisse : ce secteur est composé des activités du Groupe dirigées depuis la France. Ces activités sont réalisées sur les territoires français, suisse et monégasque. Ce secteur inclut également les franchises du Maroc, du Qatar, de la Côte d'Ivoire, du Luxembourg, du Cameroun, du Congo et de la Tunisie. Le secteur France et Suisse inclut l'activité de Nature et Découvertes France et ses filiales, sont dans leur totalité dirigées depuis la France ;
 - Péninsule Ibérique : ce secteur est composé des activités du Groupe réalisées et regroupées sur les territoires espagnol et portugais ;
 - Belgique et Luxembourg : ce secteur est composé des activités du Groupe gérée depuis la Belgique et regroupées sur les territoires belge et luxembourgeois.

Informations par secteur opérationnel

<i>(en millions d'euros)</i>	France et Suisse	Péninsule Ibérique	Belgique et Luxembourg	Total
Au 30 juin 2021				
Produits des activités ordinaires	2 878,4	285,3	301,0	3 464,7
- Produits techniques	1 374,0	172,7	154,2	1 700,9
- Produits éditoriaux	404,5	77,7	22,5	504,7
- Électroménager	724,3	0,0	105,2	829,5
- Autres produits et services	375,6	34,9	19,1	429,6
Résultat opérationnel courant	32,7	(4,2)	5,6	34,1
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles (1)	(41,7)	(3,9)	(1,0)	(46,6)
Actifs sectoriels	4 367,9	338,0	416,2	5 122,1
Passifs sectoriels	1 673,9	133,8	143,0	1 950,7

(1) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles y compris la variation des créances et dettes sur immobilisations

<i>(en millions d'euros)</i>	France et Suisse	Péninsule Ibérique	Belgique et Luxembourg	Total
Au 30 juin 2020				
Produits des activités ordinaires	2 342,7	239,5	266,8	2 849,0
- Produits techniques	1 113,6	149,0	137,9	1 400,5
- Produits éditoriaux	333,5	62,4	19,8	415,7
- Électroménager	557,6	0,0	91,1	648,7
- Autres produits et services	338,0	28,1	18,0	384,1
Résultat opérationnel courant	(45,6)	(12,7)	0,7	(57,6)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles (1)	40,2	7,0	3,0	50,2
Actifs sectoriels	4 328,1	321,9	414,9	5 064,9
Passifs sectoriels	1 778,7	121,5	153,4	2 053,6

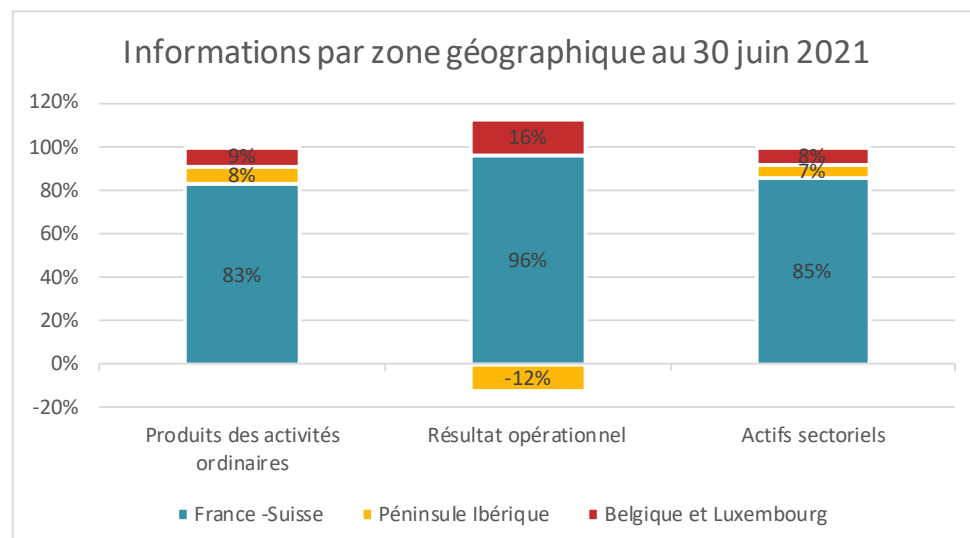
(1) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles y compris la variation des créances et dettes sur immobilisations

<i>(en millions d'euros)</i>	France et Suisse	Péninsule Ibérique	Belgique et Luxembourg	Total
31 décembre 2020				
Produits des activités ordinaires	6 228,0	653,8	608,9	7 490,7
- Produits techniques	2 987,8	401,3	316,7	3 705,8
- Produits éditoriaux	937,6	172,3	48,1	1 158,0
- Électroménager	1 432,3	0,0	205,0	1 637,3
- Autres Produits et Services	870,3	80,2	39,1	989,6
Résultat opérationnel	179,7	7,2	12,5	199,4
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles (1)	93,2	9,8	4,9	107,9
Actifs sectoriels	4 730,1	323,7	416,4	5 470,2
Passifs sectoriels	2 331,4	260,7	171,3	2 763,4

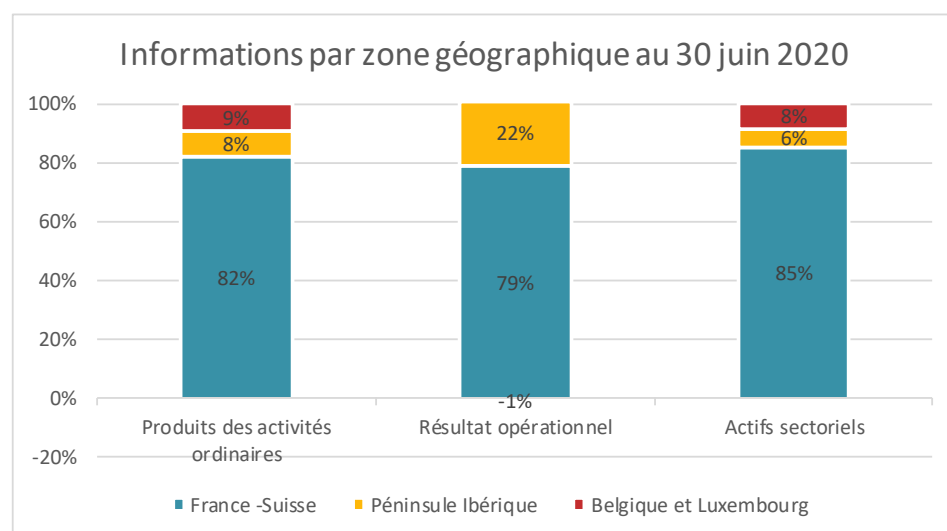
(1) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles y compris la variation des créances et dettes sur immobilisations

Répartition des produits des activités ordinaires, des résultats opérationnels et des actifs par zone géographique

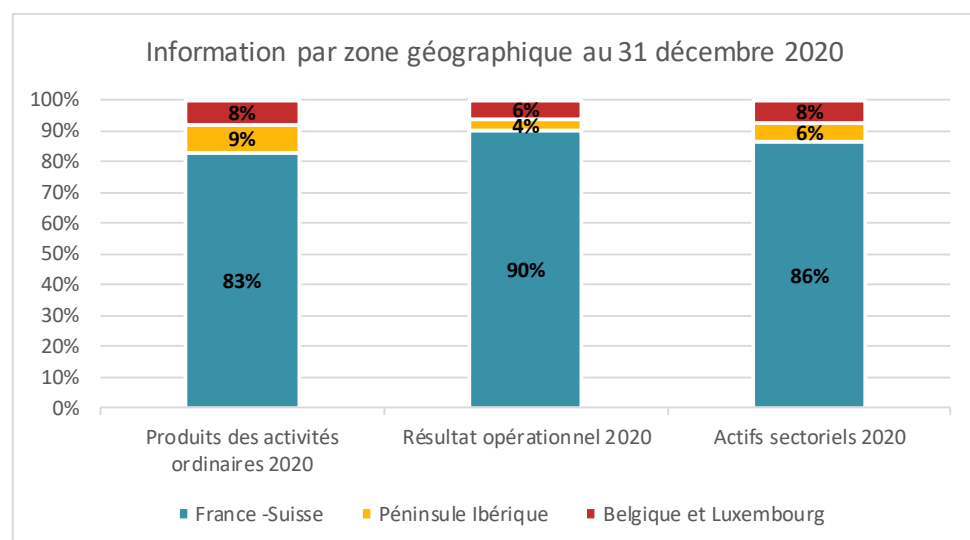
Au 1^{er} semestre 2021 :



Au 1^{er} semestre 2020 :



En 2020 :



Note 5 Charges de personnel

Au 1^{er} semestre 2021, les charges de personnel retrouvent un niveau normatif. Pour la période du confinement du 1^{er} semestre 2020, le Groupe avait eu recours au chômage partiel pour environ 80% des effectifs du Groupe, suite à la fermeture totale de son parc magasins. Ainsi au 1^{er} semestre 2021, les charges de personnel sont augmentées de 79,0 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020.

L'application de la norme IFRS 2 sur les paiements fondés sur des actions conduit à constater une charge de personnel répartie de manière linéaire sur la période d'acquisition des droits en contrepartie. Au 30 juin 2021, l'ensemble des plans attribués par le Groupe seront dénoués en instruments de capitaux propres.

Les charges de personnel de la période incluent une charge liée à l'application de cette norme. Cette charge est comptabilisée à hauteur de la quote-part de juste valeur des services rendus sur la période. Elle concerne les plans d'options de performance.

Sur la base des hypothèses décrites dans les comptes annuels 2020, la charge IFRS 2 s'élève, pour le 1^{er} semestre 2021, à un montant de 7,8 millions d'euros contre 2,8 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2020.

Note 6 Autres produits et charges opérationnels non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Dépréciation de la marque Darty	0,0	(14,2)
Coûts incrémentaux de la crise sanitaire	0,0	(5,8)
Coûts liés à la restructuration Fnac Darty	0,0	(0,6)
Coûts liés à l'acquisition de nouvelles activités	0,0	0,0
Autres charges de restructuration	(0,2)	(1,8)
Prime exceptionnelle pour le pouvoir d'achat	0,0	0,0
Autres produits et charges non courants nets	(2,3)	(2,5)
Total	(2,5)	(24,9)

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe regroupent les éléments inhabituels et significatifs de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique du Groupe.

Au 1^{er} semestre 2021, ils constituent une charge nette de 2,5 millions d'euros et incluent :

- 0,2 million d'euros de charges de restructuration liées à des plans d'adaptation d'effectifs et de structure en France et à l'international,
- Une charge nette de 2,3 millions d'euros liée à divers litiges non courants.

Au 1^{er} semestre 2020, ils constituaient une charge nette de 24,9 millions d'euros et incluaient :

- Suite à la crise sanitaire survenue lors du 1^{er} semestre 2020 et des indices de pertes de valeur constatées, le Groupe a procédé à des tests de dépréciation qui ont abouti à une dépréciation de la marque Darty pour 14,2 millions d'euros. Pour rappel la marque Darty avait été valorisée à 301,7 millions d'euros en 2016 lors de l'acquisition de Darty. Suite à cette dépréciation, la valeur nette de la marque Darty dans les comptes du Groupe est de 287,5 millions d'euros,
- Fnac Darty a pris acte des positions de l'ESMA et de l'AMF et a décidé de ne pas présenter l'intégralité du coût de la crise sanitaire en résultat non courant. Ainsi au 1^{er} semestre 2020 le Groupe présentait en résultat non courant uniquement les coûts exceptionnels incrémentaux et directement induits par la crise sanitaire. Ces coûts correspondaient à la mise en place des barrières sanitaires dans les magasins, ainsi que l'ensemble des primes exceptionnelles versées au personnel ayant travaillé pendant la période de confinement dans les entrepôts du Groupe pour assurer la livraison des commandes internet. L'ensemble de ces coûts représentait un montant de 5,8 millions d'euros au 30 juin 2020,
- 0,6 million d'euros de charges de restructuration liées à la mise en œuvre de la réorganisation du Groupe,
- 1,8 million d'euros de charges de restructuration liées à des plans d'adaptation d'effectifs et de structure en France et à l'international,
- Les autres produits et charges non courants nets représentaient une charge de 2,5 millions d'euros liée à divers litiges non courants.

Note 7 Charges financières (nettes)

Les charges financières nettes s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Coûts liés à l'endettement financier net du Groupe	(13,1)	(13,5)
Intérêts sur dettes de loyers	(10,5)	(10,8)
Coût du crédit à la consommation	(0,8)	(1,3)
Autres produits et charges financiers nets	(0,0)	2,6
Charges financières nettes	(24,5)	(22,9)

Au 1^{er} semestre 2021, le résultat financier est constitué d'une charge nette de 24,5 millions d'euros contre une charge nette de 22,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020.

Sur les six premiers mois de 2021 et 2020, les coûts liés à l'endettement financier net du Groupe sont principalement composés des intérêts financiers de l'emprunt obligataire de 650 millions d'euros et de la ligne de crédit à moyen terme de 200 millions d'euros remboursé en mars 2021, ainsi que des intérêts financiers de l'emprunt auprès de la Banque Européenne d'Investissement d'un montant de 100 millions d'euros, et des intérêts financiers et de la charge actuarielle de l'OCEANE que le Groupe a émise au mois de mars 2021 pour un montant de 200 millions d'euros. Ces coûts incluent également l'étalement des coûts de mise en place de l'endettement financier du Groupe.

Au 1^{er} semestre 2021, les intérêts sur dettes de loyers liés à l'application d'IFRS 16 représentent un montant de 10,5 millions d'euros. Cette charge est en diminution de 0,3 million d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Le coût du crédit à la consommation représente une charge de 0,8 million d'euros au 1^{er} semestre 2021, contre une charge de 1,3 million d'euros au 1^{er} semestre 2020.

Les autres produits et charges financiers incluent les impacts financiers liés aux avantages post emploi du personnel et la mise à la juste valeur par le résultat des actifs financiers du Groupe représenté principalement par l'actif financier Daphni Purple.

Note 8 Impôt

Analyse de la charge d'impôt des activités poursuivies :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Résultat avant impôt	7,1	(105,4)
Charge d'impôt exigible	(4,6)	54,9
Charge d'impôt exigible liée à la CVAE	(6,1)	(9,4)
Produit / (Charge) d'impôt différé	1,6	(19,8)
Charge totale d'impôt	(9,1)	25,7
Taux d'impôt total semestriel	128%	24%

Au 1^{er} semestre, les charges d'impôt exigible et différé sont calculées à partir du taux effectif d'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal.

L'impôt exigible et différé sur le résultat a été évalué sur une base annuelle. L'utilisation d'un taux moyen effectif attendu permet notamment de refléter la combinaison des structures de taux d'impôt progressifs qui seraient applicables au résultat de l'exercice, y compris les modifications des taux d'impôt votées ou quasi votées devant prendre effet un peu plus tard dans l'exercice, pour chaque sous-ensemble fiscal.

Le taux effectif d'impôt total semestriel du Groupe résulte de l'application du taux effectif d'impôt attendu pour 2021 de chaque sous-ensemble fiscal. Son niveau semestriel est dépendant du poids du résultat de chaque sous-ensemble fiscal dans le résultat avant impôt semestriel du Groupe et n'est pas représentatif du taux d'impôt total annuel attendu. La lecture du taux semestriel d'impôt par sous-ensemble fiscal est plus représentative du taux d'impôt annuel 2021 attendu :

	Groupe	France	<i>dont</i>	
			Filiales internationales imposables sur l'année 2021	Filiales internationales non imposables sur l'année 2021
Taux d'impôt total semestriel	128%	49%	34%	1%
<i>Dont Taux CVAE</i>		39%	0%	0%
Taux effectif d'impôt récurrent hors CVAE		31%	34%	1%

Compte tenu du niveau de résultat avant impôt négatif au 1^{er} semestre 2020, l'application du taux effectif d'impôt s'était traduite par un crédit d'impôt.

Note 9 Résultats par action

Les résultats nets par action sont calculés sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sous déduction du nombre moyen pondéré d'actions détenues par les sociétés consolidées.

Au 1^{er} semestre 2021, en moyenne, Fnac Darty a détenu 68 952 actions d'autocontrôle, et ce, dans le cadre du contrat de liquidité ouvert auprès de Oddo BHF et Natixis.

Au 30 juin 2021, le Groupe détient 73 751 actions d'autocontrôle.

Les résultats nets par action dilués prennent en compte le nombre moyen pondéré d'actions défini ci-avant, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentiellement dilutives. Les actions potentiellement dilutives correspondent aux actions accordées au personnel dans le cadre de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres, ainsi qu'aux 2 468 221 obligations convertibles créée dans le cadre de l'émission de l'OCEANE au mois de mars 2021. La conversion de l'OCEANE émise par Fnac Darty se traduira par la remise d'un nombre fixe d'actions contre un montant fixe de trésorerie et les termes et conditions prévoient une « full dividend protection » avec pour conséquence un ajustement de la parité dès qu'un dividende est mis en paiement. Au terme du versement du dividende 2021, l'ajustement de la parité est passé de 1 à 1,019 soit 2 515 117 actions.

Les instruments émis par le Groupe ont un effet dilutif sur le 1^{er} semestre 2021, à hauteur de 3 264 002 actions.

Le nombre d'actions qui pourraient devenir potentiellement dilutives sur un exercice ultérieur s'élève à 450 445 actions.

Résultat par action au 30 juin 2021

<i>(en millions d'euros)</i>	Part du Groupe		
	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	17,2	0,5	16,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	26 630 693	26 630 693	26 630 693
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenues	(68 952)	(68 952)	(68 952)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	26 561 741	26 561 741	26 561 741
Résultat de base par action (en euros)	0,65	0,02	0,63

<i>(en millions d'euros)</i>	Part du Groupe		
	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	17,2	0,5	16,7
Instruments convertibles et échangeables			
Résultat net part du Groupe dilué	17,2	0,5	16,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	26 561 741	26 561 741	26 561 741
Actions ordinaires potentielles dilutives	3 264 002	3 264 002	3 264 002
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	29 825 743	29 825 743	29 825 743
Résultat dilué par action (en euros)	0,58	0,02	0,56

Résultat par action au 30 juin 2020

<i>(en millions d'euros)</i>	Part du Groupe		
	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(118,3)	(76,7)	(41,6)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	26 557 793	26 557 793	26 557 793
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenues	(105 476)	(105 476)	(105 476)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	26 452 317	26 452 317	26 452 317
Résultat de base par action (en euros)	(4,47)	(2,90)	(1,57)

<i>(en millions d'euros)</i>	Part du Groupe		
	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(118,3)	(76,7)	(41,6)
Instruments convertibles et échangeables			
Résultat net part du Groupe dilué	(118,3)	(76,7)	(41,6)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	26 452 317	26 452 317	26 452 317
Actions ordinaires potentielles dilutives	105 283	105 283	105 283
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	26 557 600	26 557 600	26 557 600
Résultat dilué par action (en euros)	(4,46)	(2,89)	(1,57)

Note 10 Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global sont principalement composés :

- Des profits et des pertes résultant de la conversion des états financiers des activités à l'étranger,
- La variation de la partie efficace des instruments de couverture,
- Des éléments relatifs à l'évaluation des obligations au titre des avantages du personnel : réévaluation du passif net au titre des régimes à prestation définies. La hausse des taux d'intérêts, observée sur la zone Euro au cours du 1er semestre 2021, s'est traduite par l'augmentation des taux d'actualisation de référence que sont les taux des obligations d'entreprises de première catégorie. Parallèlement, le taux d'actualisation applicable au Royaume-Uni est également en hausse. En conséquence un ajustement du montant de l'engagement Comet a été comptabilisé dans les comptes intermédiaires, ce qui a pour effet une diminution de l'engagement lié. L'impact dans les capitaux propres est présenté au niveau de la rubrique Autres Eléments du Résultat Global.

Les taux d'actualisation retenus par le Groupe pour le calcul de cet impact sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Taux d'actualisation		
- France	0,95%	0,55%
- Suisse	0,00%	0,00%
- Royaume-Uni	1,90%	1,40%

Le montant de ces éléments après effets d'impôt liés, ainsi que les ajustements de reclassement en résultat, sont les suivants :

Au 30 juin 2021

<i>(en millions d'euros)</i>	Net
Ecart de conversion	(1,7)
Juste valeur des instruments de couverture	1,9
Eléments recyclables en résultat	0,2
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	27,0
Eléments non recyclables en résultat	27,0
Autres éléments du résultat global, après impôts au 30 juin 2021	27,2

Au 30 juin 2020

<i>(en millions d'euros)</i>	Net
Ecart de conversion	2,1
Juste valeur des instruments de couverture	0,1
Eléments recyclables en résultat	2,2
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	(12,1)
Eléments non recyclables en résultat	(12,1)
Autres éléments du résultat global, après impôts au 30 juin 2020	(9,9)

Note 11 Droits d'utilisation

Le tableau ci-dessous présente les droits d'utilisation par catégorie d'actif :

<i>(en millions d'euros)</i>	Magasins	Bureaux	Plateformes	Autres	Total
Valeur nette au 31 décembre 2020	908,6	85,7	64,1	51,0	1 109,4
Augmentations (Entrées et revalorisation d'actifs)	55,6	0,7	0,4	15,8	72,5
Diminutions (Amortissements, résiliations)	(114,5)	(6,9)	(7,1)	(10,2)	(138,7)
Pertes de valeur					0,0
Variations de change	(0,2)	(0,1)	(0,0)	0,0	(0,3)
Autres variations	(1,3)				(1,3)
Actifs et passifs détenus en vue de la vente					0,0
Valeur nette au 30 juin 2021	848,2	79,4	57,5	56,5	1 041,6

Les éléments relatifs aux dettes de loyers sont présentés en Note 15.

Note 12 Capitaux propres

12.1. Capital social

Au 30 juin 2021, le capital social s'élève à 26 761 118 euros. Il est composé de 26 761 118 actions entièrement libérées de valeur nominale de 1 euro. Au 1^{er} semestre 2021, l'augmentation de capital correspond à la création de 152 547 actions pour servir l'augmentation de capital réservée à l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des plans de rémunération de performance et du plan de titrisation des bonus 2020.

12.2. Affectation du résultat

Un premier dividende ordinaire de 1,00 euro brut par action au titre de 2020, représentant un taux de distribution d'environ 30% a été affecté au 1^{er} semestre 2021. Il a été détaché le 5 juillet 2021 et payé le 7 juillet 2021.

12.3. Titres d'autocontrôle

Au 1^{er} semestre 2021, en moyenne, Fnac Darty a détenu 68 952 actions d'autocontrôle, et ce, dans le cadre du contrat de liquidité ouvert auprès de Oddo BHF et Natixis.

Au 30 juin 2021, le Groupe détient 73 751 actions d'autocontrôle.

12.4. Composante capitaux propre de l'OCEANE

La conversion de l'OCEANE émise par Fnac Darty se traduira par la remise d'un nombre fixe d'actions contre un montant fixe de trésorerie et les termes et conditions prévoient une « protection de dividende totale » avec pour conséquence un ajustement de la parité dès qu'un dividende est versé. La règle dite du « fixe contre fixe » étant respectée, l'option de conversion a donc été qualifiée d'instrument de capitaux propres. La juste valeur de cette composante a été déterminée lors de son émission et comptabilisé en capitaux propre pour un montant brut de 20,8 millions d'euros soit un montant net de 15,4 millions d'euros.

La composante dette a été, quant à elle, comptabilisée au coût amorti pour un montant initial de 179,2 millions d'euros au mois de mars 2021.

Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Trésorerie	479,0	1 568,7
Equivalents de trésorerie	0,0	0,0
Total	479,0	1 568,7

Au 30 juin 2021, la trésorerie inclut un montant de 2,5 millions d'euros alloué dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de liquidité. Ce contrat est destiné à favoriser la liquidité des transactions et la régularité de cotation de l'action Fnac Darty.

Les éléments comptabilisés par le Groupe en tant que « Trésorerie et équivalents de trésorerie » répondent strictement aux critères repris dans la position de l'AMF publiée en 2008 et actualisée en 2011. En particulier, les placements sont revus régulièrement conformément aux procédures du Groupe et dans le strict respect des critères de qualification définis par la norme IAS 7 et des recommandations de l'AMF. Au 30 juin 2021, ces analyses n'ont pas conduit à des changements de classification comptable.

Note 14 Dettes financières

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin							Au 31 décembre
	2021	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà	2020
Emprunts et dettes financières à long terme	930,2	0,0	1,3	317,0	16,7	366,7	228,5	901,9
Emprunt obligataire 2026	350,0					350,0		350,0
Emprunt obligataire 2024	300,0			300,0				300,0
Emprunt Banque Européenne d'Investissement	100,0			16,7	16,7	16,7	49,9	100,0
Composante dette financière de l'OCEANE	178,6						178,6	0,0
Ligne de crédit à moyen terme	0,0							150,0
Autres dettes financières	1,6		1,3	0,3				1,9
Emprunts et dettes financières à court terme	3,2	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	552,9
Prêt Garanti par l'Etat	0,0							500,0
Ligne de crédit à moyen terme	0,0							50,0
Intérêts capitalisés des emprunts	1,8	1,8						1,3
Autres dettes financières	1,4	1,4						1,6
Total endettement financier hors IFRS 16	933,4	3,2	1,3	317,0	16,7	366,7	228,5	1 454,8
%		0,3%	0,1%	34,0%	1,8%	39,3%	24,5%	
Dettes locatives IFRS 16	1 049,6	229,9	216,0	171,8	122,0	90,4	219,5	1 113,8
Dettes locatives IFRS 16 à long terme	819,7		216,0	171,8	122,0	90,4	219,5	884,1
Dettes locatives IFRS 16 à court terme	229,9	229,9						229,7
Total endettement financier avec IFRS 16	1 983,0	233,1	217,3	488,8	138,7	457,1	448,0	2 568,6

Sur la base du résultat annuel 2020 solide qui a démontré la résistance de son activité dans un contexte de crise inédit, le Groupe a finalisé en mars 2021 la restructuration de sa dette à long terme avec, un profil de maturité allongé, des sources de financement diversifiées, un coût optimisé et la sécurisation de sa liquidité à long terme.

Le Groupe a ainsi remboursé au mois de mars 2021 l'intégralité son Prêt Garanti par l'Etat (PGE) d'un montant de 500 millions d'euros.

Le Groupe a réussi en mars 2021, le placement de son émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANE), à échéance 2027, pour un montant nominal de 200 millions d'euros représenté par 2 468 221 obligations d'une valeur nominale unitaire de 81,03 euros. Sur la base du ratio de conversion et/ou d'échange initial d'une action par obligation, la dilution a été d'environ 9,28% du capital de la société au 16 mars 2021.

L'émission de l'OCEANE a été affectée au remboursement du prêt à moyen terme (Senior Term Loan Facility) d'un montant de 200 millions d'euros qui venait à échéance en avril 2023.

En parallèle, Fnac Darty a renégocié les conditions de ses facilités de crédit en amendant sa ligne de crédit RCF pour porter son montant total à 500 millions d'euros contre 400 millions auparavant. Cette ligne de crédit a une maturité de 5 ans (mars 2026) et pourra être prolongée à la demande de Fnac Darty jusqu'en mars 2028. Les conditions restent identiques à celles de la RCF de 400 millions d'euros. En cohérence avec les objectifs du nouveau plan stratégique Everyday, cette nouvelle facilité de crédit intègre une composante Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE) qui permettra au Groupe d'améliorer ses conditions de financement si les objectifs fixés sont atteints.

L'émission de l'OCEANE a été comptabilisée comme un nouvel endettement.

Conformément aux IFRS, une obligation convertible en actions comporte deux composantes (« split accounting ») :

- une composante dette ;

Et

- une option de conversion qui est en fait une option d'achat sur actions propres, vendue par l'émetteur au souscripteur de l'obligation. Cette option de conversion peut être qualifiée soit d'instrument de capitaux propres, soit de dérivé. Si elle est qualifiée d'instrument de capitaux propres, la prime est comptabilisée dans les capitaux propres. Si elle est qualifiée de dérivé, la prime est comptabilisée en dettes au bilan (dérivé passif).

La conversion de l'OCEANE émise par Fnac Darty se traduira par la remise d'un nombre fixe d'actions contre un montant fixe de trésorerie et les termes et conditions prévoient une « protection de dividende totale » avec pour conséquence un ajustement de la parité dès qu'un dividende est versé.

La règle dite du « fixe contre fixe » étant respectée, l'option de conversion est donc qualifiée d'instrument de capitaux propres. La juste valeur de cette composante a été déterminée lors de son émission et comptabilisé en capitaux propre pour un montant brut de 20,8 millions d'euros soit un montant net de 15,4 millions d'euros.

La composante dette a été, quant à elle, comptabilisée initialement au coût amorti pour 179,2 millions d'euros.

Cet emprunt obligataire comporte une clause de changement de contrôle susceptible d'entraîner un remboursement anticipé à la demande de chaque porteur d'OCEANE en cas de changement de contrôle de Fnac Darty (au profit d'une personne ou d'un groupe de personnes agissant de concert).

Au 30 juin 2021, les dettes financières brutes se composent principalement :

- des emprunts obligataires à échéance 2024 pour 300 millions d'euros et à échéance 2026 pour 350 millions d'euros,
- de la composante dette des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANE) pour 178,6 millions d'euros,
- de l'emprunt auprès de la Banque Européenne d'Investissement d'un montant de 100 millions d'euros.

Par rapport au 31 décembre 2020, l'endettement financier hors dettes locatives liées à la norme IFRS 16 est en diminution de 521,4 millions d'euros, et de 585,6 millions d'euros avec les dettes locatives. Cette diminution est principalement liée au remboursement du Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 500 millions d'euros en mars 2021.

Le détail de la dette locative est présenté en Note 15.

Note 15 Dettes locatives

Les dettes locatives s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2020	Nouveaux contrats et revalorisations	Dévalorisations	Remboursements	Variation de change	Reclassement	Au 30 juin 2021
Dettes locatives à moins d'un an	229,7	9,4	(6,9)	(115,5)	(0,1)	113,4	230,0
Dettes locatives à plus d'un an	884,1	61,7	(12,4)	0,0	(0,3)	(113,4)	819,6
Dettes locatives	1 113,8	71,0	(19,3)	(115,5)	(0,4)	0,0	1 049,6

L'échéancier de la dette locative est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021
N+1	229,9
N+2	216,0
N+3	171,8
N+4	122,0
N+5	90,4
Au-delà de 5 ans	219,5
Total	1 049,6

Exemptions, allègements et autres informations relatives à la norme IFRS 16 :

Concernant les contrats de location, les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux ne sont pas inclus dans l'évaluation de la dette locative sous IFRS 16 ni dans celle du droit d'utilisation. Les paiements correspondants sont comptabilisés en charges de la période et sont inclus dans les charges opérationnelles au compte de résultat.

Pour les contrats de location de courte durée (inférieure ou égale à douze mois) et les contrats de location d'actifs de faible valeur (inférieure à 5000 USD), le Groupe a choisi de retenir l'exemption permise par la norme et de comptabiliser une charge de location. Cette charge est présentée dans les autres produits et charges opérationnels courants du compte de résultat consolidé.

Le Groupe a choisi comme allègement pratique de ne pas appliquer la norme IFRS 16 aux contrats de location qui étaient déjà définis comme des contrats de location financement sous la norme IAS 17, pour les contrats conclus ou modifiés avant le 1^{er} janvier 2019. Toutefois, un reclassement est effectué afin de rattacher la dette de location financement à la dette locative et l'actif de location financement au droit d'utilisation.

Conformément aux directives de la norme IFRS 16, le montant des droits au bail a été reclassé en droit d'utilisation.

Concernant les contrats de sous-location relatifs à des baux immobiliers, le Groupe comptabilise, conformément à la norme IFRS 16, une créance de sous-location principalement en contrepartie du droit d'utilisation, et pour la différence en capitaux propres.

Les exemptions, allègements et autres informations relatives à la norme IFRS 16 sont détaillés dans les tableaux suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Charges de loyers variables	1,0	0,3
Charges sur contrats de faible valeur	0,4	0,3
Charges sur contrats de courte durée	0,2	0,3
Produits de sous-location	0,5	0,5

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre
Engagement locatif sur contrats de courte durée	0,3	0,2
Actif de location financement	0,2	0,9
Dette de location financement	0,1	0,3
Droit au bail reclassé en droits d'utilisation	39,9	40,4

Note 16 Endettement Financier net

L'endettement financier net de Fnac Darty s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Dettes financières brutes	933,4	1 454,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(479,0)	(1 568,7)
Endettement financier net hors IFRS 16	454,4	(113,9)
Dettes locatives	1 049,6	1 113,8
Endettement financier net avec IFRS 16	1 504,0	999,9

Note 17 Tableau des flux de trésorerie

La trésorerie s'élève au 30 juin 2021 à 479,0 millions d'euros et correspond au montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie présenté ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan	479,0	1 568,7
Découverts bancaires	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie	479,0	1 568,7

La variation de la trésorerie du Groupe s'articule comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Flux nets liés aux activités opérationnelles	(404,8)	(330,1)
Flux nets liés aux activités d'investissement	(44,9)	(50,1)
Flux nets liés aux activités de financement	(637,2)	307,5
Flux nets liés aux activités non poursuivies	(2,3)	(12,9)
Incidence de variations des cours de change	(0,5)	(1,1)
Variation nette de la trésorerie	(1 089,7)	(86,7)

17.1. Flux nets liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles résultent essentiellement des principales activités génératrices de trésorerie du Groupe et s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts	212,1	109,4
Variation du besoin en fonds de roulement	(579,0)	(415,4)
Impôts sur le résultat payés	(37,9)	(24,1)
Flux nets liés aux activités opérationnelles	(404,8)	(330,1)

La formation de la capacité d'autofinancement est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Résultat net des activités poursuivies	(2,0)	(79,7)
Dotations et reprises courantes & non courantes sur actif non courants et provisions pour risques et charges	181,6	191,9
Résultat de cession courant des actifs opérationnels	0,4	0,0
Résultat de cession non courant des actifs opérationnels	0,0	0,0
Résultat de cession non courant d'actifs financiers	0,0	0,0
Charges et produits d'impôts différés	(1,6)	19,8
Actualisation des provisions pour retraites & autres avantages similaires	1,1	4,1
Dotations et reprises financières sur actifs financiers non courants	(1,7)	(5,9)
Capacité d'autofinancement	177,8	130,2
Charges et produits d'intérêts financiers	23,6	24,7
Dividendes reçus	0,0	0,0
Charge nette d'impôt exigible	10,7	(45,5)
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts	212,1	109,4

17.2. Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement du Groupe comprennent les acquisitions et les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (investissements opérationnels nets), ainsi que les acquisitions et cessions de filiales nettes de la trésorerie acquise ou cédée, les acquisitions et cessions d'autres actifs financiers et les intérêts et dividendes reçus (investissements financiers nets).

Les investissements opérationnels et financiers réalisés par le Groupe au cours du 1^{er} semestre 2021 sont de 44,9 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Investissements opérationnels nets	(46,4)	(49,8)
Investissements financiers nets	1,5	(0,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(44,9)	(50,1)

Les investissements opérationnels nets réalisés par le Groupe au cours du 1^{er} semestre 2021 sont de 46,4 millions d'euros, la majeure partie étant composée d'acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles afin d'ouvrir de nouveaux points de vente, de rénover des points de vente existants, de développer les capacités logistiques de stockage et de livraison, de poursuivre la mise en œuvre de convergence des systèmes informatiques de Fnac et Darty et d'assurer le développement des sites Internet.

Hors variation des dettes sur immobilisations, les acquisitions d'immobilisations sont en augmentation au 1^{er} semestre 2021 par rapport au 1^{er} semestre 2020, suite à la forte revue à la baisse des investissements au cours du 1^{er} semestre 2020 dans le contexte de la crise sanitaire.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	(45,6)	(37,5)
Variation des dettes sur immobilisations	(1,1)	(12,7)
Total des acquisitions d'immobilisations	(46,7)	(50,2)
Cessions d'immobilisations	0,3	0,4
Total des acquisitions et cessions d'immobilisations	(46,4)	(49,8)

Les investissements financiers nets représentent un encaissement de 1,5 million d'euros au premier semestre 2021, contre un décaissement net de 0,3 million d'euros au premier semestre 2020.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Acquisitions et cessions de filiales nettes de la trésorerie acquise et cédée	0,0	(0,7)
Acquisitions d'autres actifs financiers	1,5	0,4
Investissement financiers (nets)	1,5	(0,3)

Au 1^{er} semestre 2021, il n'y a pas eu d'encaissements ou de décaissements liés aux acquisitions et cessions de filiales. Au 1^{er} semestre 2020, ce poste représentait un décaissement de 0,7 million d'euros et incluait, d'une part, un encaissement de 3,5 millions d'euros reçu au mois de mars 2020 lié à l'ajustement du prix d'acquisition de Nature & Découvertes, conformément aux dispositions du contrat de vente, et d'autre part, un décaissement de 4,2 millions d'euros lié à l'exercice d'une option de vente sur les actions WeFix sous promesse.

Au 1^{er} semestre 2021, les encaissements liés aux acquisitions d'autres actifs financiers sont liés aux remboursements de dépôts de garantie, pour un montant total de 1,5 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2020 ce poste incluait l'investissement dans le fonds Daphni Purple pour respectivement 0,4 million d'euros, ainsi qu'un flux de trésorerie positif de 0,8 million d'euros lié à des remboursements des dépôts de garantie par des bailleurs.

Au 30 juin 2021, le Groupe s'est engagé à souscrire les 23% restant du fonds Daphni Purple pour 1,6 million d'euros.

17.3. Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 30 juin 2020
Augmentation / Diminution de capital	0,0	0,0
Autres opérations avec les actionnaires	0,0	0,0
Acquisitions ou cessions d'actions d'autocontrôle	(0,9)	1,0
Dividendes versés aux actionnaires	(0,6)	0,0
Emission d'emprunts	200,0	500,0
Remboursement d'emprunts	(700,0)	0,0
Remboursements des dettes locatives	(115,5)	(112,3)
Intérêts payés sur dettes locatives	(10,6)	(10,8)
Autres besoins de fonds de roulement financier	9,0	
Augmentation / Diminution des autres dettes financières	(0,6)	(55,4)
Intérêts versés et assimilés	(17,3)	(14,6)
Financement du fonds de pension Comet	(0,7)	(0,4)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(637,2)	307,5

Au 1^{ers} semestres 2021 et 2020, les décaissements et décaissements pour acquisitions et cessions d'actions d'autocontrôle représentent les flux de trésorerie réalisés dans le cadre du contrat de liquidité ouvert auprès de Oddo BHF et Natixis. Au 30 juin 2021, le Groupe détient 73 751 actions d'autocontrôle contre 94 765 actions d'autocontrôle au 30 juin 2020.

Au 1^{er} semestre 2021, l'encaissement de 200 millions d'euros au titre d'émission d'emprunts correspond à la trésorerie encaissée suite à l'émission de l'OCEANE au mois de mars 2021. L'entrée de trésorerie de 500 millions d'euros au titre d'émission d'emprunts au 1^{er} semestre 2020 correspondait au Prêt de 500 millions d'euros Garanti par l'Etat, souscrit par le Groupe au mois d'avril 2020 pour sécuriser la trésorerie et préparer la reprise des activités, suite à la crise sanitaire.

Au 1^{er} semestre 2021, les décaissements au titre des remboursements d'emprunts représentent le remboursement du Prêt Garanti par l'Etat pour 500 millions d'euros, et le remboursement par anticipation de la ligne de crédit moyen terme pour 200 millions d'euros. Ces remboursements ont eu lieu en mars 2021, dans le cadre du déploiement la nouvelle stratégie de financement du Groupe.

Les remboursements des dettes locatives et les intérêts payés sur dettes locatives correspondent aux paiements des loyers qui sont dans le champ d'application de la norme IFRS 16.

Au 1^{er} semestre 2021 les autres besoins de fonds de roulement financier représentent les avances de trésorerie reçues de la part des producteurs de spectacles.

Au 1^{er} semestre 2021, la diminution des autres dettes financières correspond au remboursement de dettes financière souscrite par Nature et Découvertes. Au 1^{er} semestre 2020, le décaissement de 55,4 millions d'euros correspondait principalement au remboursement de titres de créances négociables à court terme. Le montant du programme de titres de créance négociables à court terme a été porté, au cours du 1^{er} semestre 2021, de 400 millions d'euros à 500 millions d'euros. Cette ligne n'a pas été tirée au cours du 1^{er} semestre 2021.

Au 30 juin 2021, les décaissements nets au titre des intérêts versés et assimilés intègrent principalement, le décaissement des intérêts des instruments de financement et les commissions d'utilisation et de non utilisation des lignes de crédit pour 11,6 millions d'euros. Ils intègrent également le décaissement du coût de la garantie du Prêt Garanti par l'Etat d'un montant de 2,5 millions d'euros, les frais liés à l'extension de la ligne de crédit RCF pour 1,7 million d'euros, et les frais de mise en place de l'OCEANE pour 1,5 million d'euros.

Au 30 juin 2020, les décaissements nets au titre des intérêts versés et assimilés intégraient principalement le décaissement des intérêts des instruments de financement et les commissions d'utilisation et de non utilisation des lignes de crédit pour 13,6 millions d'euros. Ces décaissements intégraient également les frais de mise en place du prêt garantie par l'état pour un montant de 1,0 million d'euros.

Le financement du fonds de pension britannique Comet représente les décaissements effectués par le Groupe dans le cadre des engagements de retraite pour les anciens salariés de Comet au Royaume-Uni.

17.4. Résultat des activités non poursuivies et flux nets de trésorerie liés aux activités non poursuivies

Une activité non poursuivie, cédée ou en vue d'être cédée est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie identifiables du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Sur l'ensemble des périodes publiées, le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « Activités non poursuivies », et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie.

<i>(en millions d'euros)</i>	30-juin-21	30-juin-20
Produits des activités ordinaires	0,0	231,2
Coût des ventes	0,0	(177,2)
Marge brute	0,0	54,0
Charges de personnel	0,0	(27,2)
Autres produits et charges opérationnels courants	0,0	(21,7)
Résultat opérationnel courant	0,0	5,1
Autres produits et charges opérationnels non courants	(0,1)	(44,9)
Résultat opérationnel	(0,1)	(39,8)
Charges financières (nettes)	0,0	(1,8)
Résultat avant impôt	(0,1)	(41,6)
Impôt sur le résultat	16,8	0,0
Résultat net	16,7	(41,6)

Le résultat net des activités non poursuivies s'élève à 16,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021, contre -41,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020. Au 1^{er} semestre 2021, ce résultat est principalement lié à un ajustement en 2021 du traitement fiscal de la cession de la filiale néerlandaise BCC en 2020. Au 1^{er} semestre 2020, les montants correspondaient principalement à l'estimation des coûts de désengagements de la filiale néerlandaise BCC et en particulier la dépréciation intégrale des comptes courants de BCC. La filiale BCC a été cédée le 25 novembre 2020.

<i>(en millions d'euros)</i>	30-juin-21	30-juin-20
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(2,3)	(6,1)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	0,0	(1,4)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	0,0	(6,7)
Incidence des variations des cours de change	0,0	0,0
Flux nets de trésorerie	(2,3)	(14,2)
Variation de la trésorerie	0,0	1,3
Flux nets liés aux activités non poursuivies	(2,3)	(12,9)

Au 1^{er} semestre 2021, les flux nets de trésorerie liés aux activités non poursuivies représentent principalement des décaissements résiduels liés à la cession de la filiale néerlandaise BCC pour 1,4 million d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020
Actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0

Note 18 Evolution des passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels

Les passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels au 31 décembre 2020, sont décrits dans la section 5, note 32 du document d'enregistrement universel 2020.

Par rapport à 2020, il n'y a pas d'évolution significative des engagements donnés ou reçus, en matière d'obligations contractuelles, de nantissements et de sûretés réelles.

Procès, litiges et principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Au 1er semestre 2021, le Groupe a continué à maintenir des mesures exceptionnelles afin de limiter les impacts de la crise sanitaire sur sa structure et ses niveaux de résultats. Les incertitudes que laisse encore planer l'évolution de la crise sanitaire au niveau mondial rendent les prévisions d'activité incertaines. Le risque de confinement lié à une nouvelle vague d'épidémie, ainsi que le risque de reprise d'activité plus lente que prévue exposent le Groupe à un grand nombre d'aléas et incertitudes pour les six prochains mois de 2021.

Parallèlement aux risques liés à la crise sanitaire, les sociétés du Groupe Fnac Darty sont engagées dans un certain nombre de procès ou de litiges dans le cours normal des opérations, dont des contentieux avec les administrations fiscales, sociales ou douanières. Les charges pouvant en découler, estimées probables par elles et leurs experts, ont fait l'objet de provisions.

Fnac Darty a confirmé, le 3 février 2020, avoir reçu une signification de contentieux du liquidateur de Comet Group Limited à l'encontre de Darty Holdings SAS, pour un montant d'environ 83 millions de Livres Sterling. Darty Holdings SAS, une filiale du Groupe, en sa qualité de successeur de Kesa International Limited (KIL), avait cédé Comet Group, dont l'activité était l'exploitation de magasins de biens électroniques au Royaume Uni, en 2012. Le liquidateur allègue qu'en février 2012, antérieurement à l'acquisition de Darty par Fnac réalisée en 2016, Comet aurait remboursé une dette intragroupe à KIL, alors que Comet était déjà en état de cessation de paiements. Aucun élément concernant ce dossier n'avait été porté à la connaissance du Groupe Fnac au moment de l'acquisition de Darty. Le Groupe conteste fermement le bien-fondé de la requête, et a pris les mesures nécessaires pour défendre ses intérêts.

Une question préliminaire à la poursuite de la procédure au fond a été soulevée courant 2020, portant sur l'applicabilité au cas d'espèce de certaines conditions de la section 239 de l'Insolvency Act 1986, conditions nécessaires à la recevabilité du contentieux. A l'issue de la procédure relative à cette question préliminaire, plaidée en appel devant la High Court en mars 2021, une ordonnance du 23 avril 2021 a conclu à l'applicabilité au cas d'espèce des conditions de la section 239 de l'Insolvency Act 1986. La procédure au fond, qui avait été suspendue dans le cadre de l'appel sur la question préliminaire, a repris avec un procès fixé en octobre 2022 et une décision qui pourrait intervenir au 4^{ème} trimestre 2022. Si le jugement était défavorable à Darty, toute somme à rembourser sera payable dans les 14 jours suivant la date du jugement. En cas d'appel du jugement par l'une ou l'autre des parties, selon le sens du jugement, cet appel serait probablement plaidé en 2023.

Au mois de juillet 2020, le Groupe Fnac Darty a fait l'objet de deux assignations devant le tribunal de commerce de Paris par une partie des franchisés adhérents du Groupement des Franchisés Darty.

Le premier litige, pour un montant d'environ 2,2 millions d'euros, porte principalement sur le traitement des ventes en lignes dans le cadre du click & collect opéré dans les magasins des franchisés, une problématique à laquelle de nombreux réseaux de franchise sont confrontés compte tenu du développement de la vente en ligne tous secteurs confondus. Ce litige a été résolu pour sa composante principale et les parties ont trouvé une solution à leur divergence sur le résiduel (de l'ordre d'environ 0,4 million d'euros) à travers une procédure de conciliation devant le TC de Paris. Un protocole est venu sceller leur accord portant sur un montant de 0,3 million d'euros.

Le second litige, pour un montant d'environ 12,8 millions d'euros, s'appuie sur des allégations visant à faire peser sur Fnac Darty l'impact de la fermeture des magasins des franchisés pendant la période de confinement. Fnac Darty conteste bien entendu fermement les fondements de cette demande. Les parties ont également sollicité une conciliation pour résoudre leur divergence et ont constaté l'échec de la conciliation. La procédure suit donc son cours devant le juge du fond. »

Aucun des contentieux en cours dans lesquels les sociétés ou entreprises du Groupe sont impliquées, de l'avis de leurs experts, ne fait courir de risque au cours normal et prévisible des affaires ou au développement envisagé du Groupe.

Le Groupe estime qu'il n'existe aucun litige connu de lui comportant des risques probables significatifs, susceptibles d'affecter le patrimoine, le résultat ou la situation financière du Groupe, qui n'ait fait l'objet de provisions estimées nécessaires à la clôture de l'exercice. Aucun litige, pris individuellement, n'est significatif à l'échelle de la Société ou du groupe.

Le Groupe n'a connaissance d'aucun autre litige ou arbitrage, qui serait susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le résultat de la Société ou du Groupe.

Par ailleurs, les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2021 sont ceux exposés dans la Section 6 du Document d'Enregistrement Universel 2020 du Groupe.

Note 19 Parties liées

Au 30 juin 2021, le groupe Ceconomy Retail International détient 24,1 % du capital et 24,1 % des droits de vote de Fnac Darty. Au premier semestre 2021, aucune opération entre l'ensemble des sociétés consolidées de Fnac Darty et le groupe Ceconomy Retail International n'est à mentionner.

Au 30 juin 2021, la société INDEXIA (anciennement SFAM) détient 11,3 % du capital et 11,3 % des droits de vote de Fnac Darty et n'a pas de représentant au conseil d'administration de Fnac Darty. Ainsi la société INDEXIA n'est pas une partie liée.

Note 20 Événements postérieurs à la clôture

Le Groupe a réactivé sa politique de retour aux actionnaires avec le versement d'un premier dividende ordinaire de 1,00€ par action, payé en numéraire le 7 juillet dernier pour un montant total de 26,7 millions d'euros.

4 **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Deloitte & Associés
6 Place de la Pyramide
92908 Paris La Défense Cedex
France

Fnac Darty

Société Anonyme
9, rue des Bateaux-Lavois
ZAC Port d'Ivry
94200 Ivry-sur-Seine

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Aux actionnaires de la société Fnac Darty,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Fnac Darty S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Deloitte & Associés
6 Place de la Pyramide
92908 Paris La Défense Cedex
France

d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Eric Ropert
Associé

Guillaume Crunelle
Associé

5 DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel 2021

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 29 juillet 2021

Enrique Martinez

Directeur Général



FNAC DARTY

Flavia
9, rue des Bateaux-Lavours
94200 Ivry-sur-Seine
www.fnacdarty.com

Fnac Darty
Société anonyme au capital de 26 761 118 €
RCS Créteil 055 800 296